

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1992 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de la Politique scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Politique scientifique,
J.-M. DEHOUSSE

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1992.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Wetenschapsbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Wetenschapsbeleid,
J.-M. DEHOUSSE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DU COMMERCE EXTERIEUR

F. 93 — 597

[S-C — 15034]

15 MAI 1949. — Arrêté du Régent approuvant le cadre, le barème des rétributions et le statut du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 juillet 1948 portant création de l'Office belge du Commerce extérieur et tout spécialement son article 14 stipulant que « le cadre, le barème des rétributions et le statut du personnel de l'Office sont approuvés par le Roi, sur proposition du conseil d'administration et de l'avis conforme du Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions et du Ministre du Budget »;

Vu le procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de l'Office belge du Commerce extérieur au sujet du cadre, du barème des rétributions et du statut du personnel de l'Office;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur et de l'avis du Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont approuvés le cadre, le barème des rétributions et le statut du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur tels qu'ils figurent aux annexes I — II — III du présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 1949.

CHARLES

Par le Régent :

Le Ministre du Commerce extérieur,
MOENS DE FERNIG

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN
EN BUITENLANDSE HANDEL

N. 93 — 597

[S-C — 15034]

15 MEI 1949. — Besluit van de Regent houdende goedkeuring van het kader, bezoldigingsregeling en het statuut van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gelet op de wet van 16 juli 1948 houdende inrichting van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, en in het bijzonder haar artikel 14 waarbij bepaald wordt dat « het kader, de bezoldigingsregeling en het statuut van het personeel van de Dienst goedgekeurd worden door de Koning, op voorstel van de raad van bestuur en op eensluidend advies van de Minister onder wiens bevoegdheid de Buitenlandse Handel valt, en van de Minister van Begroting »;

Gelet op de notulen van de beraadslagingen van de raad van bestuur van Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel over het kader, de bezoldigingsregeling en het statuut van het personeel van de Dienst;

Op voordracht van de Minister van Buitenlandse Handel en op advies van de Minister van het Algemeen Bestuur en de Pensioenen,

Hebben Wij besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Het kader, de bezoldigingsregeling en het statuut van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, zoals zij voorkomen op de bij onderhavig besluit gevoegde bijlagen I — II — III, zijn goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Buitenlandse Handel wordt belast met de uitvoering van het besluit.

Gegeven te Brussel, de 15de mei 1949.

KAREL

Vanwege de Regent :

De Minister van Buitenlandse Handel,
MOENS DE FERNIG

Annexe I

Remplacée par l'arrêté royal du 5 juin 1968 (*Moniteur belge* du 19 juin 1968)

Annexe II

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Office belge du Commerce extérieur

Barèmes

I. Traitement fixé :

Les barèmes en vigueur au 1er juillet 1948 pour le personnel retribué par l'Etat sont d'application pour ce qui concerne le traitement fixe du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur.

Toutes modifications ultérieures apportées au régime de rétributions du personnel de l'Etat seront adaptées automatiquement au personnel de l'Office belge du Commerce extérieur.

II. Traitement variable :

Indépendamment du traitement fixe, il est alloué au personnel de l'Office belge du Commerce extérieur par le conseil d'administration sur proposition du directeur général, en fin d'exercice (courant décembre) des indemnités ou primes variables qui tiennent essentiellement compte de la valeur et de l'importance des services réellement rendus par chaque agent ainsi que du temps de présence au cours de l'exercice. Les modalités d'application des primes variables seront arrêtées par le conseil d'administration suivant proposition du directeur général.

Les dépenses à résulter de la liquidation des indemnités ou primes variables ne peuvent dépasser 10 % du total des rémunérations brutes (traitements fixes, suivant barèmes).

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 15 mai 1949.

CHARLES

Par le Régent :

Le Ministre du Commerce extérieur,
MOENS DE FERNIG

Annexe III

Statut du personnel établi et modifié par le conseil d'administration de l'Office belge du Commerce extérieur, et approuvé par arrêté du Régent du 15 mai 1949 et par arrêtés ministériels des 21 décembre 1961, 28 janvier 1964, 20 janvier 1965, 1er avril 1965, 16 janvier 1966, 13 juin 1966 et 16 janvier 1968

CHAPITRE 1er. — Recrutement

Article 1er. Pour faire face à ses besoins, l'O.B.C.E. utilise du personnel de trois catégories :

- 1° du personnel recruté dans les conditions spécifiées ci-dessous, sous le régime du contrat de louage de services;

- 2° des fonctionnaires et agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ou d'autres départements ministériels, qui seraient détachés à l'O.B.C.E. individuellement ou avec leur service, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 16 juillet 1948 portant création de l'O.B.C.E.;

- 3° des techniciens auxquels l'O.B.C.E. peut faire appel pour remplir une mission déterminée et provisoire.

Art. 2. § 1er. Le personnel appartenant aux deux dernières catégories reprises à l'article 1er ci-dessus, est soumis au statut déterminé par l'article 25 de la loi du 16 juillet 1948.

En ce qui concerne leur activité à l'Office, ils sont assimilés à tous points de vue au personnel de cet établissement.

§ 2. La qualité d'agent de l'Office est reconnue à toute personne qui, engagée pour une durée indéfinie, preste des services effectifs et complets à l'Office.

§ 3. Les agents de l'Office sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend 4 niveaux et 25 rangs.

Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie, selon la qualification de la formation et des aptitudes qui doivent être attestées pour que ce grade puisse être attribué.

Le rang détermine l'importance relative d'un grade dans son niveau.

§ 4. Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang et qui l'habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d'un même rang sont dénommés « grades équivalents ».

Sans préjudice d'autres dispositions, la répartition des grades entre les différents niveaux et rangs est faite comme dans les administrations centrales de l'Etat.

Art. 3. § 1er. Sont autorisés à se présenter aux concours de recrutement en qualité d'étrangers à l'Office, les candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

- 1° être Belge;

- 2° être de conduite irréprochable;

- 3° jouir des droits civils et politiques;

- 4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

- 5° n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 35 ans pour les candidats à un grade du niveau 1, et à 30 ans pour les candidats à un grade des autres niveaux. Toutefois, lorsque le caractère technique de la fonction l'exige, le conseil d'administration peut porter cette limite d'âge à 35 ans;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat régulièrement délivré et en rapport avec le niveau du grade à conférer, selon le tableau fixé par le Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat, en exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Le conseil d'administration peut imposer la possession de diplômes ou de certificats d'études particuliers pour le recrutement à certains grades ou à certains emplois lorsque cette condition est justifiée par la nature des fonctions à exercer.

§ 2. S'il n'en est pas autrement disposé dans le programme du concours, les diplômes et certificats donnant accès aux grades d'un niveau déterminé, sont pris en considération pour l'admission à des grades relevant des niveaux inférieurs.

§ 3. S'il répond aux conditions requises, tout agent de l'Office peut participer à tout concours de recrutement, en qualité de candidat étranger à l'Office.

Art. 3 bis. § 1er. Sont conférés par la voie d'un concours de recrutement, les grades des rangs 10, 20, 30 et 40.

Le conseil d'administration peut décider que seront également conférés par la voie d'un concours de recrutement :

1° certains grades d'autres rangs, pour lesquels la nature des fonctions à exercer requiert, soit la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers, soit des aptitudes particulières à vérifier par une épreuve;

2° certains grades qui, tout en étant classés aux rangs 41 et 42, ne sont pas susceptibles, en raison de la nature des fonctions auxquelles ils correspondent, d'être attribués par la promotion.

§ 2. Le nombre d'emplois à conférer, le nombre de stagiaires susceptibles d'être admis au niveau 1, les conditions requises dans le chef des candidats, ainsi que les modalités de chaque concours de recrutement sont portés à la connaissance du public par avis inséré au *Moniteur belge*, et en outre, si le conseil d'administration le juge opportun, par tout autre moyen de publication qu'il estime adéquat.

§ 3. Après la clôture du procès-verbal du concours, chaque participant qui en fait la demande écrite, reçoit communication des résultats qu'il a obtenus.

Les résultats détaillés obtenus par les candidats figurent à leur dossier de signalement lorsqu'ils sont nommés en qualité d'agent de l'Office.

Art. 3 ter. Ne peuvent être nommés membres du personnel de l'Office que les candidats :

1° qui possèdent pour les fonctions à conférer les aptitudes physiques requises;

2° qui ont obtenu une place en ordre utile au concours de recrutement;

3° qui ont accompli avec succès un stage probatoire.

Art. 3 quarto. Par dérogation à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 5°, dispense de la condition relative à la limite d'âge, est accordée aux membres du personnel de l'Office nommés à titre définitif.

La même dispense est accordée, pour autant qu'ils aient au moins six mois de fonctions, aux candidats suivants :

1° ceux qui sont soumis au statut du personnel de l'Etat en tant que fonctionnaires ou stagiaires (arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par arrêté royal du 16 mars 1964);

2° ceux qui sans être soumis au statut mentionné sous le 1°, appartiennent en qualité d'agents définitifs, aux services de l'Etat sans distinguer si ces services relèvent du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire;

3° ceux qui appartiennent, en qualité d'agents définitifs aux organismes d'intérêt public mentionnés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, modifié par arrêté royal du 18 décembre 1957;

4° les membres du personnel des services et organismes indiqués aux 1°, 2° et 3°, qui ne bénéficient pas d'une nomination en qualité d'agent définitif;

5° les agents et ouvriers temporaires de l'ancien Ministère des Affaires africaines, qui ont été rémunérés à charge du budget colonial.

CHAPITRE II. — Engagement

Art. 4. Le personnel recruté par l'O.B.C.E. est engagé aux conditions du statut du personnel, dont chaque agent reçoit un exemplaire.

Art. 5. Le personnel est engagé, soit pour une durée indéfinie, soit pour une durée ou mission déterminée.

Art. 6. La qualité et la rétribution ainsi que la durée de l'engagement sont fixées par le conseil d'administration sur proposition du directeur général; elles font l'objet d'un titre, lequel est remis à l'agent au moment de sa nomination.

Art. 7. Sous réserve de ce qui est dit au chapitre 1er ci-dessus, en ce qui concerne le personnel des ministères et les techniciens, le personnel est engagé à l'O.B.C.E. sur la base du contrat de louage de services. Il est, de ce chef, soumis à l'application de toutes les lois et règlements régissant le statut de l'employé.

CHAPITRE III. — Conditions de rémunération

Art. 8. La rémunération du personnel de l'O.B.C.E. comprend, outre le traitement fixe, des indemnités ou primes variables.

Art. 9. Le barème des rétributions du personnel de l'O.B.C.E. est approuvé par le Roi sur proposition du conseil d'administration et de l'avis conforme du Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions, et du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Art. 10. Les agents détachés des départements ministériels bénéficient du même régime de rétribution que celui appliqué au personnel de l'O.B.C.E. sans préjudice des dispositions de l'article 25 de la loi du 16 juillet 1948.

Art. 11. Le traitement attaché à chaque agent, est déterminé par la classification des emplois, laquelle comprend un tableau des échelles de rémunération et des augmentations périodiques.

Art. 12. Sous réserve des dispositions des articles 11 et 13 du présent statut, l'agent est engagé au traitement minimum prévu au barème fixé pour chaque fonction.

Art. 13. Lors de l'engagement et dans certains cas exceptionnels, il peut être tenu compte de l'expérience acquise par l'agent au cours d'activités similaires précédentes dans les administrations publiques ou privées. Le traitement minimum prévu dans le grade peut être majoré d'un taux de promotion barémique fixé par le conseil d'administration sur proposition motivée du directeur général, et soumis à l'approbation du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Art. 14. Lorsqu'un agent est nommé à une fonction supérieure, il ne peut en aucun cas, percevoir un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait dans sa situation antérieure.

Art. 15. Le conseil d'administration, sur proposition du directeur général, alloue au personnel de l'O.B.C.E. en fin d'année (courant décembre), des indemnités ou primes variables qui tiennent essentiellement compte de la valeur et de l'importance des services rendus par chaque agent ainsi que du temps de présence au cours de l'exercice.

Les modalités d'application en seront arrêtées par le conseil d'administration suivant proposition du directeur général.

Les dépenses à résulter de la liquidation des indemnités ou primes variables ne peuvent dépasser 10 % du total des rémunérations brutes (traitement fixe, suivant barème).

Art. 16. Les augmentations normales de traitement dans le grade, sont accordées après approbation par le directeur général, à l'expiration du mois au cours duquel les intéressés comptent l'ancienneté réglementaire prévue au barème des rétributions.

Art. 17. Toute augmentation de traitement fait l'objet d'une information aux agents intéressés.

CHAPITRE IV. — Signalement

Art. 18. § 1er. Le signalement est obligatoire pour tout agent classé dans les rangs 12, 11 ou 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4.

§ 2. En vue de l'établissement du signalement il est tenu pour chaque agent un dossier de signalement, contenant notamment une fiche individuelle qui relate les faits ou constatations précises, favorables ou défavorables, susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Ces relations et constatations ne peuvent avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Elles doivent être visées par l'intéressé au moment où elles sont actées et portées à sa fiche individuelle.

Les résultats détaillés obtenus par l'agent aux épreuves de carrière sont également consignés à son dossier de signalement.

Aucune recommandation, de quelque nature qu'elle soit, ne peut figurer au dossier de signalement.

§ 3. Le signalement est attribué pour la première fois aux agents visés au § 1er, dans l'année qui suit celle de leur nomination à titre définitif à une fonction à l'Office.

§ 4. Un nouveau signalement est attribué aux agents dans les cas suivants :

1° si, depuis l'attribution de leur dernier signalement, des faits ou constatations défavorables susceptibles de diminuer ce signalement ont été inscrits à leur fiche individuelle;

2° si, depuis l'attribution de leur dernier signalement, des faits ou constatations favorables susceptibles d'améliorer ce signalement ont été inscrits à leur fiche individuelle;

3° si, depuis l'attribution de leur dernier signalement, ils ont été nommés à un grade autre que celui dont ils étaient titulaires au moment de cette attribution;

4° s'ils le demandent par écrit au directeur général de l'Office.

§ 5. Un signalement ou un nouveau signalement est attribué aux agents candidats à une promotion s'ils ne sont pas pourvus d'un signalement ou s'ils se trouvent dans les conditions prévues au § 4, 1°.

§ 6. Le signalement est pris en considération pour fixer la situation administrative de l'agent depuis la date de son attribution jusqu'à la date d'attribution du signalement suivant.

Art. 19. § 1er. Le directeur général de l'Office détermine les supérieurs hiérarchiques compétents pour inscrire les faits à la fiche individuelle et pour établir les propositions de signalement.

§ 2. Le supérieur hiérarchique compétent propose le signalement qu'il estime devoir être attribué à chaque agent. Il se sert à cette fin, pour chacun des agents, d'un bulletin conforme à l'un des modèles repris à l'annexe.

§ 3. Le chef qui, au moment où il doit proposer le signalement, n'a pas eu l'agent sous ses ordres pendant les trois derniers mois, recueille tous les renseignements nécessaires aux sources administratives utiles pour établir le signalement de l'intéressé.

§ 4. Le signalement est basé sur l'appréciation objective de la valeur des aptitudes, du rendement et du mérite de l'agent.

L'appréciation s'exprime à l'aide de formules descriptives, conformément aux indications portées sur le bulletin de signalement.

§ 5. Les appréciations émises dans le bulletin de signalement sont synthétisées par l'une des mentions suivantes, laquelle constitue le signalement proprement dit : « très bon », « bon », « insuffisant », « mauvais ».

§ 6. Le signalement est attribué par le directeur général de l'Office.

§ 7. La mention de signalement attribuée est portée sur le bulletin de signalement.

Si cette mention n'est pas conforme à celle proposée par le supérieur hiérarchique le plus élevé en grade, les motifs en sont indiqués par une note succincte.

§ 8. Dans les cas prévus à l'article 18, §§ 3 et 4, les bulletins de signalement sont établis dans le courant du mois de septembre; ils sont transmis le 15 octobre au plus tard à l'autorité qui attribue le signalement.

Dans les cas prévus à l'article 18, § 5, la transmission des bulletins a lieu dans le mois de leur établissement.

§ 9. Avant l'envoi de la proposition de signalement au directeur général, le chef hiérarchique compétent soumet le bulletin à l'agent intéressé, qui se borne à viser ce document et à le restituer dans les dix jours, s'il n'a pas d'objection à présenter.

Par contre, si l'agent estime que la mention de signalement proposée n'est pas justifiée, il vise en conséquence le bulletin de signalement et le restitue dans les dix jours, accompagné d'une réclamation écrite dont il lui est accusé réception.

Lorsque l'information n'est pas renvoyée dans ce délai, l'agent, sans préjudice des mesures disciplinaires qu'il peut encourir du fait de ce retard est censé adhérer à la proposition de signalement qui lui a été notifiée.

§ 10. Avant de transmettre le bulletin à l'autorité appelée à attribuer la mention de signalement, le chef hiérarchique le plus élevé en grade fait soumettre de nouveau ce bulletin à l'agent intéressé du moment où l'une des autorités qui sont intervenues dans le signalement a modifié soit la mention, soit l'un des critères.

Un nouveau délai de dix jours est accordé à l'agent pour présenter, s'il le désire, une réclamation écrite dont il lui est accusé réception.

§ 11. Les réclamations visées aux §§ 9 et 10 sont annexées au bulletin de signalement, avec l'avis éventuel soit du chef hiérarchique compétent, soit du supérieur qui a modifié la proposition primitive.

§ 12. L'agent qui n'a pas introduit de réclamation, n'est informé de la mention de signalement qui lui est attribuée par le directeur général de l'Office, que si cette mention n'est pas conforme à celle qui a été proposée par le supérieur hiérarchique le plus élevé en grade.

§ 13. Le bulletin de signalement est de nouveau soumis au visa de l'agent :

a) si la mention de signalement attribuée n'est pas conforme à celle qui a été proposée;
b) en cas de réclamation écrite, dès que l'autorité compétente s'est prononcée sur celle-ci et sur le signalement de l'intéressé.

§ 14. Si l'agent s'estime lésé par la mention de signalement qui lui est attribuée, il a la faculté de se pourvoir en appel devant la Chambre de recours, dans les dix jours de la notification de cette mention. Il lui est délivré un accusé de réception de la requête d'appel.

La demande de révision, dûment motivée est transmise au directeur général qui la fait parvenir à la Chambre de recours.

§ 15. La Chambre de recours est composée de deux membres du conseil d'administration appartenant à l'administration ou aux milieux d'affaires et de deux membres du conseil d'administration relevant des milieux syndicaux. Les représentants de ces deux groupes assumeront alternativement la présidence de la Chambre précitée.

Le directeur général de l'Office assiste aux réunions de la Chambre de recours pour donner éventuellement des explications, sans voix délibérative.

Les décisions de la Chambre de recours sont prises à la majorité des voix. Le partage des voix entraîne une décision en faveur du membre du personnel.

Le secrétariat de la Chambre est assuré par un des membres.

L'agent qui conteste le signalement lui attribué est entendu par la Chambre de recours; l'agent peut se faire assister d'un membre du personnel en activité de service, d'un membre du personnel pensionné ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Le Chambre de recours peut consulter tout agent de l'Office qui pourrait éclairer son opinion.

La décision de la Chambre de recours est sans appel.

§ 16. Lorsque la candidature de l'agent qui a introduit une demande en révision est susceptible d'être prise en considération pour une promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur, les propositions de promotion sont tenues en suspens jusqu'après décision sur la demande en révision, dans la mesure où elles pourraient léser l'intéressé.

CHAPITRE V. — Prestations, congés

Art. 20. Le personnel de l'O.B.C.E. est soumis, sous réserve d'exceptions ou d'aménagements imposés par les nécessités du service, au même régime que celui du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

CHAPITRE VI. — Devoirs et obligations du personnel

Art. 21. Les agents sont tenus d'accomplir personnellement et consciencieusement les obligations de service qui leur sont imposées par les règlements en vigueur. Ils exécutent ponctuellement leurs ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude. Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du directeur général. Les agents de l'O.B.C.E. doivent, en toute occasion, veiller à la sauvegarde de l'intérêt public. Il leur est interdit de révéler les faits dont ils auraient eu connaissance à raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques. Cette interdiction s'applique également aux agents qui ont cessé leurs fonctions.

CHAPITRE VII. — Incompatibilité

Art. 22. Il y a incompatibilité pour le personnel en activité de service à exercer directement ou indirectement toute fonction ou activité qui seraient opposées :

a) aux intérêts et au standing de l'O.B.C.E.;
b) à la considération des agents ou à la confiance entière qu'ils doivent inspirer tant au public qu'au personnel de l'O.B.C.E.;
c) à la parfaite et complète exécution du service.

Art. 23. Tout agent en activité de service ne pourra, soit par lui-même, soit par son conjoint, soit par personne interposée, exercer un commerce ou toute autre occupation rémunérée, sans autorisation, toujours révocable, du conseil d'administration.

CHAPITRE VIII. — Assurances sociales

Art. 24. Le personnel de l'O.B.C.E. dont question au 1^o de l'article 1er, est soumis au droit commun en matière d'assurances sociales (loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale).

Art. 25. Le conseil d'administration peut, à charge du budget de l'Office, contribuer à la formation de compléments de pension en faveur du personnel de l'O.B.C.E. soumis au 1^o de l'article 1er.

Toutefois, l'ensemble des avantages consentis à ces agents en matière de pension, ne pourra jamais dépasser, sans préjudice des dispositions relatives à la Sécurité sociale, ceux qui leur seraient accordés s'ils se trouvaient dans une situation analogue dans une administration de l'Etat.

Art. 26. Le conseil d'administration peut également allouer au personnel de l'O.B.C.E., soumis au 1^o de l'article 1er des majorations d'allocations familiales dans la limite des avantages de même nature accordés aux agents de l'Etat.

CHAPITRE IX. — Statut disciplinaire

Art. 27. L'agent qui manque à ses devoirs de service, soit intentionnellement, soit par négligence ou par imprudence, est passible suivant la gravité des cas, de l'une des mesures suivantes :

- 1^o rappel à l'ordre;
- 2^o la réprimande;
- 3^o le blâme;
- 4^o la suspension sans traitement;
- 5^o la révocation.

Les peines ne peuvent être infligées qu'après que les agents en cause ont été entendus.

Le rappel à l'ordre et la réprimande sont prononcés soit par l'agent dirigeant une direction, soit par le directeur général.

Le blâme est prononcé par le directeur général qui en donne avis au conseil d'administration.
La suspension sans traitement et la révocation sont prononcées par le conseil d'administration.

Art. 28. Le déplacement d'un service dans un autre n'a pas le caractère d'une punition.

Art. 29. Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement. La radiation de cette peine peut toutefois avoir lieu dans des cas et suivant le mode à déterminer par le conseil d'administration à l'initiative du directeur général ou sur demande motivée de l'agent, approuvée par le directeur général.

Art. 30. Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire; quel que soit le résultat de ces actions, le conseil d'administration de l'O.B.C.E. reste juge de l'application des peines disciplinaires.

CHAPITRE X. — Cessation des fonctions

Art. 31. La cessation des fonctions des agents soumis au 1^o de l'article 1er a lieu moyennant préavis donné par le directeur général, le conseil entendu, conformément aux dispositions régissant le contrat de louage de services.

Art. 32. Tout agent peut démissionner. La démission doit être remise par écrit au chef immédiat, et le préavis à respecter est celui prévu par les dispositions régissant le contrat de louage de services. Ce préavis peut toutefois être réduit suivant les cas d'espèces, par décision du directeur général.

Art. 33. Sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions :

- 1^o les agents qui cessent de répondre aux conditions fixées aux lettres a et b de l'article 3 du présent statut;
- 2^o ceux qui sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de cinq jours;
- 3^o ceux qui, dans le délai imparti ne prennent pas possession du poste qui leur est assigné;
- 4^o ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 22 et 23 du présent statut;
- 5^o ceux qui se trouvent dans les cas déterminés par la loi ou par le Roi où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;
- 6^o ceux qui sont l'objet d'une révocation.

CHAPITRE XI. — Congés accordés pour cause de maladie ou d'infirmité

Art. 34. L'agent est soit dans la position d'activité de service, soit dans la possibilité de non-activité.

Art. 35. Pour la détermination de sa position administrative, l'agent est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant en non-activité.

Art. 36. L'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement. Il peut faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion.

Art. 37. L'agent qui est dans la position de non-activité, n'a pas droit au traitement ni à l'avancement de traitement. Il ne peut faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion.

Art. 38. L'agent que la maladie ou l'infirmité empêche d'exercer normalement ses fonctions est mis en congé.

Ce congé lui est accordé par le directeur général sur base d'une attestation médicale délivrée soit à la demande de l'intéressé par le médecin traitant, soit à la demande du directeur général par le service autorisé.

Le directeur général peut obliger un membre du personnel à se soumettre à un examen médical lorsqu'il existe des présomptions que l'agent est empêché en raison de son état de santé, d'exercer une activité normale, ou que sa présence constitue un danger pour la santé de ses collègues ou une nuisance pour le bon fonctionnement du service.

L'agent mis en congé pour ces raisons est placé sous la surveillance soit de médecins désignés par le directeur général pour les maladies de courte durée, soit à la demande du directeur général de médecins désignés par le service de santé administratif ou par le centre médical du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Il doit se soumettre aux examens médicaux qui lui sont imposés.

Art. 39. Pour l'ensemble de sa carrière, l'agent peut, sans cesser d'être en activité de service, obtenir des congés pour cause de maladie ou d'infirmité à concurrence de trente jours de congé par douze mois d'ancienneté de service. Toutefois, s'il ne compte pas trente-six mois d'ancienneté de service l'agent peut obtenir nonante jours de congé.

Pour l'agent invalide de guerre, ces nombres de jours sont portés respectivement à quarante-cinq et à cent trente-cinq.

Lorsque la durée de l'ensemble des congés accordés à un agent pour cause de maladie ou d'infirmité excède le maximum fixé à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2 du présent article, l'agent se trouve de plein droit placé dans la position de non-activité.

Art. 40. Par dérogation à l'article 39, l'agent reste sans limite de temps en activité de service lorsque son congé pour cause de maladie ou d'infirmité est provoqué par :

- 1^o un accident de travail;
- 2^o un accident survenu sur le chemin du travail;
- 3^o une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés dans ces cas ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en application de l'article 39.

Art. 41. Pour l'application du présent statut, on entend par accident de travail, l'accident survenu à l'agent dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions qui lui sont confiées. L'accident survenu dans le cours de l'exercice des fonctions est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu par le fait de l'exercice des fonctions.

Pour l'application du présent statut, on entend par accident survenu sur le chemin du travail, l'accident qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de l'arrêté loi du 13 décembre 1945, prorogé par la loi du 10 juillet 1961.

Les maladies professionnelles prises en considération pour l'application du présent statut sont celles reprises à une liste dont question à l'article 58, alinéa 3, de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Toutefois, sont de plein droit reconnues comme maladies professionnelles à l'égard des agents soumis au présent statut, les maladies reconnues comme telles en exécution de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1927.

Art. 42. Par dérogation à l'article 39, l'agent qui est en non-activité pour cause de maladie ou d'infirmité obtient le bénéfice de son traitement entier à partir de la date où l'affection dont il souffre, est reconnue comme maladie ou infirmité grave et de longue durée. Si l'affection n'est pas reconnue comme telle, l'agent ne bénéficie plus que des indemnités prévues par le régime de la sécurité sociale.

A la demande du directeur général, le service de santé administratif ou le service de santé du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur décide si l'affection dont souffre l'agent constitue ou non une maladie ou invalidité grave et de longue durée. Cette décision ne peut en tout cas intervenir avant que l'agent n'ait été mis, pour une période continue de six mois au moins, en congé ou en non-activité pour l'affection dont il souffre.

Cette décision n'entraîne pas une révision de la situation de l'agent avec effet à la date du début de son absence.

Art. 43. Lorsque son absence est provoquée par un accident causé par la faute d'un tiers, l'agent perçoit son traitement, en tout ou en partie, conformément aux règles énoncées aux articles 39 et 42.

L'agent ne perçoit son traitement qu'à titre d'avances versées sur l'indemnité due par le tiers et récupérables à charge de ce dernier. L'agent ne perçoit ce traitement qu'à la condition de subroger l'Office lors de chaque paiement dans ses droits contre l'auteur de l'accident et ce, jusqu'à concurrence de la somme versée par cet organisme.

Art. 44. Lorsqu'un agent risque d'être atteint d'une maladie contagieuse dont souffre une personne qui habite sous son toit, l'autorité dont il relève lui accorde, sur avis médical, un congé dont elle fixe la durée.

Art. 45. Est de plein droit en non-activité, l'agent atteint d'une infirmité qui le met hors d'état d'exercer ses fonctions et de les reprendre ultérieurement.

Art. 46. Le traitement de l'agent en congé pour cause de maladie ou d'infirmité, à charge de l'Office, est payé sous déduction des indemnités qui lui sont dues par l'assurance maladie-invalidité ou l'assurance accidents du travail.

CHAPITRE XII. — De l'ancienneté et du classement des agents

Art. 47. § 1er. Pour l'application des dispositions qui se fondent sur l'ancienneté, l'ordre de préférence entre agents de l'Office dont l'ancienneté doit être comparée, s'établit de la façon suivante :

- 1° l'agent le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

§ 2. Pour l'application des dispositions qui se fondent sur l'ancienneté de grade, l'ancienneté de niveau ou l'ancienneté de service, l'ancienneté de l'agent est déterminée conformément aux articles 48 à 55.

Art. 48. § 1er. Pour le calcul de son traitement et pour son classement, et sans préjudice des droits acquis par l'agent en fonction à l'Office à la date de la mise en vigueur du présent statut, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

§ 2. En cas de promotion, l'ancienneté de grade et de niveau est calculée à partir de la date de nomination conformément à l'article 50.

Art. 49. Pour le calcul de l'ancienneté de niveau, l'ancienneté acquise à la date d'entrée en vigueur du présent statut, dans la première, la deuxième, la troisième ou la quatrième catégorie, est considérée comme acquise respectivement dans les niveaux 1, 2, 3 ou 4.

Art. 50. § 1er. Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé aux grades pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées, ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à de tels grades.

§ 2. Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau considéré ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à un tel grade.

§ 3. Sans préjudice des articles 48 et 49, pour le calcul de l'ancienneté de grade et de l'ancienneté de niveau, sont seuls admissibles les services effectifs que l'agent a prestés en qualité d'agent de l'Office ou d'agent de l'État en faisant partie d'un ministère, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Art. 51. § 1er. Sans préjudice de l'article 52, pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent a prestés, en faisant partie à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, d'un ministère ou d'un organisme d'intérêt public qui a ou qui a eu une activité sur le plan du commerce extérieur, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

§ 2. Toutefois l'agent ne conserve l'avantage de l'ancienneté de service acquise dans d'autres services publics sur base de cet article, que pour autant que l'intéressé n'ait pas bénéficié d'une promotion ni à l'occasion de son transfert ou de son recrutement par l'Office, ni pendant les six premiers mois de sa carrière à l'Office, à moins que cet avancement en grade n'ait été basé sur un examen de recrutement ou de promotion. Dans ce dernier cas, il importerait que l'intéressé ait rempli, dans le service public auquel il appartenait avant son engagement par l'Office, toutes les conditions pour participer à cet examen de promotion et/ou y être promu à ce grade.

Art. 51bis. En cas de classement des agents selon l'ancienneté, l'agent ne peut se prévaloir de l'ancienneté de grade qu'il a acquise dans les services auxquels il appartenait avant son arrivée à l'Office, à l'égard des agents qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure analogue et qui doivent être classés avec lui.

Art. 52. A sa demande, il est ajouté quarante-huit mois à l'ancienneté de service acquise depuis le jour où il a atteint l'âge de 25 ans, pour l'agent qui possède un diplôme ou un certificat belge de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur, agrégé de l'enseignement supérieur ou agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ou un diplôme ou certificat étranger assimilé par la loi à ces diplômes et certificats belges et qui pendant le cours de ses études n'a eu la qualité d'agent de l'État, ni celle d'agent d'un organisme parastatal visé à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 53. § 1er. L'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. L'interruption est volontaire lorsqu'elle est due au fait ou à la faute de l'agent.

§ 3. Sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

Art. 54. L'ancienneté de grade, l'ancienneté de niveau et l'ancienneté de service correspondent à la somme des mois entiers du calendrier, compris dans les services admissibles pour leur calcul.

Art. 55. § 1er. Le conseil d'administration détermine la proportion selon laquelle peuvent être réputés admissibles pour le calcul des anciennetés de grade, de niveau ou de service :

1° les services accomplis dans une fonction des ministères ou des organismes parastataux, visés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, comportant des prestations incomplètes;

2° les services accomplis dans des services publics autres que les ministères et organismes parastataux visés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 et dont le personnel est régi par un statut reconnu par arrêté royal analogue au statut des agents de l'Etat;

3° les services accomplis à quelque titre que ce soit, lorsqu'ils ont constitué une des conditions de recrutement de l'agent par l'Office.

§ 2. Le conseil d'administration détermine à quel titre et à quelles conditions les services accomplis comme titulaire d'un grade ayant appartenu à des rangs ou à des niveaux différents, peuvent être réputés admissibles pour le calcul de l'ancienneté de grade et de l'ancienneté de niveau.

§ 3. Le cas de l'agent de l'Office qui, en cette qualité ou en celle d'agent de l'Etat ou d'un parastatal visé par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, est ou a été titulaire d'un grade supprimé, est réglé par le conseil d'administration.

§ 4. Les décisions prises par le conseil d'administration sur base de cet article ne sortiront leurs effets qu'à la date à laquelle elles auront été approuvées par le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions.

CHAPITRE XIII. — De la carrière des agents

Généralités

Art. 56. La promotion est la nomination d'un agent à un grade d'un rang supérieur classé au même niveau ou à un niveau supérieur. Il y a trois espèces de promotions :

1° la promotion par avancement de grade dans un même niveau;

2° la promotion par admission au niveau supérieur à celui de l'agent;

3° la promotion par accession au niveau supérieur à celui de l'agent.

Art. 57. Le changement de grade est la nomination d'un agent à un grade équivalent au sien.

Art. 58. § 1er. La promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi permanent du grade à conférer.

§ 2. Sans préjudice de l'article 3, les directives du conseil d'administration déterminent les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par changement de grade ou par promotion est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés.

Aucun changement de grade et aucune promotion ne peuvent avoir lieu sans que cette communication ait été préalablement faite à ces agents.

§ 3. En cas de promotion ou de changement de grade, sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai qui sont fixés par le conseil d'administration.

Toutefois, en l'absence de tout candidat, le conseil d'administration peut nommer, par changement de grade ou par promotion un agent qui remplit les conditions requises mais qui n'a pas présenté sa candidature.

Art. 59. § 1er. Les propositions pour une promotion ou pour un changement de grade sont faites au conseil d'administration par le directeur général.

§ 2. Les propositions sont notifiées aux agents qui remplissent les conditions requises pour occuper l'emploi à conférer.

§ 3. L'agent qui s'estime lésé, peut dans les dix jours de la notification introduire une réclamation auprès du directeur général.

Art. 60. Par dérogation à l'article 58 et sans qu'il doive faire acte de candidature, l'agent est promu par avancement de grade, à titre de principalat, sans qu'il existe d'emploi permanent vacant du grade qu'il reçoit.

Art. 61. La promotion en carrière plane consiste en des nominations successives d'un agent à des grades d'un rang de plus en plus élevé d'un même niveau, attribuées, par dérogation à l'article 58, sans qu'il existe des emplois permanents vacants des grades à conférer et sans que l'intéressé doive faire acte de candidature.

Art. 62. Pour participer à une épreuve de carrière ou participer à un concours de recrutement en qualité d'agent de l'Office ou pour obtenir soit une promotion, soit un changement de grade, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion.

En outre, l'agent soumis au signalement doit avoir au moins la mention « bon ».

Art. 63. Le transfert est le passage d'un agent d'une administration étrangère à l'Office à ce dernier, sans qu'il existe une interpénétration des cadres entre ces deux administrations.

Le transfert n'est autorisé que dans les cas et aux conditions fixées par le conseil d'administration et confirmé par arrêté ministériel.

De la promotion par admission au niveau supérieur

Art. 64. § 1er. Peut participer en sa qualité d'agent de l'Office à tout concours de recrutement et être promu à un grade de ce rang :

— au rang 30, l'agent de niveau 4 qui a satisfait préalablement à l'examen de confirmation professionnelle du rang 42 ou qui est classé au moins au rang 42;

— au rang 20, l'agent des rangs 31 ou 30 qui a satisfait préalablement à l'examen de confirmation professionnelle du rang 32, ainsi que l'agent des rangs 33 ou 32;

— au rang 10, l'agent des rangs 21 ou 20 qui a satisfait préalablement à l'examen de confirmation professionnelle du rang 22, ainsi que l'agent des rangs 23 ou 22.

§ 2. En outre, peut participer à tout concours de recrutement à un grade de niveau immédiatement supérieur au sien, l'agent qui, sans se trouver dans un des cas prévus au § 1er du présent article, remplit néanmoins les conditions requises pour participer dans son niveau à un examen de confirmation professionnelle.

Pour le classement des lauréats, il est compris parmi les candidats étrangers à l'Office. Toutefois, il ne doit pas accomplir le stage probatoire.

§ 3. Les agents de l'Office qui participent à un concours de recrutement en application du présent article, sont dispensés de la condition relative aux diplômes ou aux certificats d'études, sauf en ce qui concerne les diplômes ou les certificats particuliers exigés par le recrutement à certains grades ou à certains emplois en raison de la nature des fonctions à exercer.

§ 4. Est dispensé des conditions d'ancienneté dont question à l'article 70 du présent statut et des conditions de grade dont question aux paragraphes précédents du présent article et peut participer en sa qualité d'agent de l'Office à l'examen de rédacteur comptable et y être promu, l'agent qui est porteur d'un des diplômes ou certificats requis figurant à l'annexe I, niveau 2, j, du présent statut.

De la promotion par accession au niveau supérieur ou par avancement de grade

I. De l'ordre des promotions :

Art. 65. Les dispositions qui règlent l'ordre des promotions, ne peuvent porter préjudice aux conditions de signalement, d'ancienneté et de présentation de candidature, requises pour obtenir une promotion ou un changement de grade.

Art. 66. La promotion par accession au niveau supérieur ou par avancement de grade, subordonnée à la réussite préalable d'un examen, est accordée dans l'ordre de préférence suivant :

- 1° au lauréat de l'examen requis dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne;
- 2° entre lauréats d'un même examen, au lauréat qui a obtenu le meilleur classement;
- 3° en cas d'égalité de points, au lauréat le mieux classé selon les dispositions fixées à l'article 47.

Art. 67. Les promotions qui sont subordonnées à la réussite préalable d'un examen et pour lesquelles sont en compétition à la fois les lauréats de l'examen exigé et des candidats qui ont été dispensés de tout ou partie de ce même examen en vertu d'une décision prise par le conseil d'administration, sont conférées en accordant la préférence alternativement à un lauréat de l'examen, puis à un candidat dispensé.

Toutefois, le candidat dispensé cède sa priorité au lauréat qui le suit immédiatement dans l'ordre de promotion ainsi établi, si ce lauréat est mieux classé que lui en application des dispositions fixées par l'article 47.

Entre lauréats de l'examen, l'ordre de préférence est celui qui résulte de l'article 66.

Entre candidats dispensés, l'ordre de préférence est le suivant :

- 1° l'agent qui a le meilleur signalement;
- 2° entre agents qui ont le même signalement ou dont tous ou certains sont dispensés du signalement, l'agent le mieux classé selon les dispositions contenues dans l'article 47.

Art. 68. Les promotions qui sont subordonnées à la réussite préalable d'un examen et pour lesquelles sont seuls en compétition des candidats dispensés de tout ou partie de l'examen exigé en vertu d'une décision prise par le conseil d'administration, sont accordées dans l'ordre de préférence suivant :

- 1° au candidat qui a le meilleur signalement;
- 2° entre candidats qui ont le même signalement ou dont tous ou certains sont dispensés du signalement, au candidat le mieux classé en application des dispositions contenues à l'article 47.

Art. 69. Toute promotion par avancement à un grade classé dans les niveaux 2, 3 ou 4, qui n'est pas subordonnée à la réussite préalable d'un examen, est accordée dans l'ordre de préférence suivant :

- 1° au candidat qui a le meilleur signalement;
- 2° entre agents qui ont le même signalement ou dont tous ou certains sont dispensés du signalement, au candidat le mieux classé selon les dispositions contenues dans l'article 47.

Toutefois, en raison des aptitudes et de la spécialisation professionnelle des candidats, le conseil d'administration peut, sur avis conforme et motivé émis à sa demande par un collège de fonctionnaires appartenant aux rangs 15 et plus, déroger à cet ordre de préférence en faveur d'un candidat du service où la promotion doit être accordée.

Entre candidats d'un même service l'ordre de préférence est, en ce cas, celui qui résulte de l'application du premier alinéa du présent article.

II. Des conditions de promotion :

Art. 70. Sans préjudice des articles 62, 64 et suivants jusques et y compris 69, pour pouvoir être promus les candidats doivent compter au moins trois ans d'ancienneté de grade, compte tenu des conditions complémentaires et/ou dérogatoires énoncées ci-après en rapport avec certains grades.

Cependant, lorsque des candidats appartenant à des rangs différents sont en compétition en vue d'une même promotion, aucune ancienneté dans le grade actuel n'est exigée de ceux à qui une promotion aurait fait perdre l'ancienneté de grade requise.

Art. 71. Peuvent être promus aux grades du rang 11 les agents du rang 10 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de confirmation professionnelle.

Ils ne peuvent participer à cet examen s'ils ne comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 72. Peuvent être promus aux grades du rang 25 les agents du rang 24 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 73. Peuvent être promus aux grades du rang 24 les agents des rangs 23 ou 22 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de maturité professionnelle et comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 2.

Art. 74. Peuvent être promus aux grades du rang 23 les agents du rang 22 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 75. Peuvent être promus aux grades du rang 22 les agents des rangs 21 ou 20 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de confirmation professionnelle.

Ils ne peuvent participer à cet examen s'ils ne comptent une ancienneté de grade d'au moins deux ans et six mois.

Art. 76. Peuvent être promus aux grades du rang 21 les agents du rang 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 77. § 1er. Peuvent être promus aux grades du rang 35 les agents du rang 34 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

§ 2. Toutefois peuvent également être promus au grade du rang 35 les agents des rangs 33 ou 32, qui en cette qualité ont satisfait à un examen de maturité professionnelle et comptent une ancienneté de douze ans au moins dans le niveau 3. Dans ce cas aucune condition d'ancienneté n'est exigée des agents du rang 34, lorsqu'ils sont en compétition avec des agents des rangs 33 et 32.

Art. 78. Peuvent être promus aux grades du rang 34 les agents des rangs 33 ou 32 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de maturité professionnelle et comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 3.

Art. 79. Peuvent être promus aux grades du rang 33 les agents du rang 32 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 80. Peuvent être promus par avancement aux grades du rang 32 les agents des rangs 31 ou 30 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de confirmation professionnelle.

Ils ne peuvent participer à cet examen s'ils ne comptent une ancienneté de grade d'au moins deux ans et trois mois.

Art. 81. Peuvent être promus, par accession au niveau supérieur, aux grades du rang 32 les agents du rang 43 dont la promotion à un grade de ce rang a été subordonnée à la réussite d'un examen de maturité professionnelle, ainsi que les agents du rang 44.

Pour obtenir cette promotion, les candidats doivent avoir satisfait préalablement, en leur qualité, à l'examen de confirmation professionnelle du rang 32 et compter une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Ils ne peuvent participer à l'examen de confirmation professionnelle qu'après avoir satisfait, en qualité d'agent de l'Office, à un concours de recrutement au rang 30.

Art. 82. Peuvent être promus aux grades du rang 31 les agents du rang 30 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 83. § 1er. La promotion à certains grades du rang 44 est réservée aux agents du rang 43 qui ont satisfait à un examen de maturité professionnelle pour être promus à leur grade et comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Ces grades de promotion sont déterminés par le conseil d'administration.

§ 2. Peuvent être promus aux autres grades du rang 44 :

1° les agents du rang 43 qui n'ont pas dû satisfaire à un examen de maturité professionnelle pour être promus à leur grade;

2° les agents du rang 42.

Pour obtenir cette promotion, les candidats doivent avoir satisfait préalablement, en leur qualité, à un examen de maturité professionnelle et compter une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 4.

Art. 84. § 1er. Peuvent être promus à certains grades du rang 43 les agents du rang 42 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de maturité professionnelle et comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 4.

Ces grades de promotion sont déterminés par le conseil d'administration.

§ 2. Peuvent être promus aux autres grades du rang 43 les agents du rang 42 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 85. Peuvent être promus aux grades du rang 42 les agents des rangs 41 ou 40 qui, en cette qualité, ont satisfait à un examen de confirmation professionnelle.

Ils ne peuvent participer à cet examen s'ils ne comptent une ancienneté de grade d'au moins deux ans et trois mois.

Art. 86. Peuvent être promus aux grades du rang 41, les agents du rang 40 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 87. Pour l'application de l'article 81, sont réputés avoir satisfait au concours de recrutement imposé les agents qui obtiennent à ce concours le minimum des points requis.

III. Principalat :

Art. 88. L'agent qui a satisfait dans son niveau à un examen de confirmation professionnelle et qui compte au moins trois ans d'ancienneté de grade depuis la date du procès-verbal de cet examen, est promu au grade dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'épreuve.

Art. 89. L'agent du niveau 4 qui a satisfait au premier examen de maturité professionnelle auquel il pouvait participer eu égard à son rang, est promu dès qu'il compte au moins neuf ans d'ancienneté dans ce niveau, au grade dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'épreuve.

Toutefois, si l'agent a été recruté à un grade des rangs 41 ou 40, il devra compter au moins douze ans d'ancienneté dans le niveau pour être promu.

La durée d'ancienneté exigée est augmentée du temps écoulé entre la date du procès-verbal du premier examen auquel l'agent pouvait participer, et celle du procès-verbal de l'examen auquel il a effectivement satisfait.

Art. 90. Sans qu'il doive faire acte de candidature, l'agent qui bénéficie du principalat est promu par avancement au grade auquel il peut prétendre et affecté à un emploi vacant de ce grade, dans l'ordre de classement applicable à une telle promotion.

Il peut refuser une seule fois cette promotion et cette affectation.

Lors de tout refus ultérieur, il perd, à dater de ce refus, le bénéfice de la promotion qu'il a obtenue à titre de principalat.

IV. De la promotion en carrière plane :

Art. 91. § 1er. Sur proposition du conseil d'administration, le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions, détermine les services où peuvent être instaurées des carrières planes ainsi que la série des grades qui composent ces carrières.

§ 2. Sans préjudice des autres conditions réglementaires imposées pour la promotion à laquelle il prétend, l'agent qui, en raison de son grade, bénéficie d'une carrière plane obtient successivement la promotion à chacun des grades d'une telle carrière, chaque fois qu'il compte neuf ans d'ancienneté de grade.

Toutefois, si la promotion à laquelle il prétend, est subordonnée à la réussite d'un examen de confirmation professionnelle, il obtient en tout cas cette promotion dès qu'il compte trois ans d'ancienneté de grade à dater du procès-verbal de l'examen auquel il a satisfait.

V. Du changement de grade :

Art. 92. § 1er. Le conseil d'administration détermine les grades susceptibles d'être conférés par changement de grade.

§ 2. Tout membre du personnel qui compte au moins six mois d'ancienneté de grade peut, par suite de changement de grade, être nommé à un grade équivalent sous réserve de l'exigence d'un diplôme déterminé ou de qualification technique; dans cette dernière hypothèse, le candidat devra ou produire le diplôme nécessaire ou réussir une épreuve technique à moins qu'un exercice prolongé de la fonction ne fasse la preuve que ses connaissances rendent l'examen superflu.

Le conseil d'administration en délibère sur base d'un rapport circonstancié fait par le directeur général.
 § 3. Le changement de grade s'accorde dans l'ordre de préférence fixé par l'article 67.

Dispositions transitoires

Art. 93. Par dérogation à l'article 64, les agents de l'Office, classés aux rangs 25, 24, 35 ou 34 à la date d'entrée en vigueur du présent statut, peuvent participer aux concours de recrutement au niveau supérieur.

Art. 94. L'agent des rangs 21 ou 20 qui a satisfait à l'examen de sous-chef de bureau ou à une épreuve assimilée, organisée ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut, est promu à titre de principalat au grade du rang 22 dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'examen dès qu'il compte trois ans de services effectifs.

Ces trois ans se comptent à dater de la clôture du procès-verbal de l'examen auquel l'agent a satisfait.

S'il y trouve avantage, il reçoit toutefois cette promotion dès qu'il compte neuf ans d'ancienneté de grade.

Art. 95. L'agent du rang 30 qui a satisfait à un examen d'avancement à un grade du rang 32, organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut, est promu à titre de principalat au grade de ce rang dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'examen, dès qu'il compte trois ans de services effectifs. Ces trois ans se comptent à dater de la clôture du procès-verbal de l'examen auquel l'agent a satisfait.

S'il y trouve avantage, il reçoit toutefois cette promotion dès qu'il compte neuf ans d'ancienneté de grade.

Art. 96. L'agent des rangs 41 ou 40 qui a satisfait à un examen d'avancement à un grade du rang 42, organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut, est promu à titre de principalat au grade de ce rang dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi un examen dès qu'il compte trois ans de services effectifs.

Ces trois ans se comptent à dater de la clôture du procès-verbal de l'examen auquel l'agent a satisfait.

S'il y trouve avantage, il reçoit toutefois cette promotion dès qu'il compte neuf ans d'ancienneté de grade.

Art. 97. § 1er. L'agent du niveau 4, lauréat d'un examen d'avancement qui est clôturé ou en cours d'organisation à la date de l'entrée en vigueur du présent statut, et qui conduit à un grade du niveau 4 dont l'octroi est subordonné à la réussite d'un examen de maturité professionnelle, est promu à titre de principalat au grade dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'examen, dès qu'il compte sept ans de services effectifs. Ces sept ans se comptent à dater de la clôture du procès-verbal de l'examen auquel l'agent a satisfait.

§ 2. Toutefois, si au 1er janvier 1964, il était titulaire d'un grade classé au moins au rang 42, l'agent obtient le bénéfice du présent article dès qu'il compte trois ans de services effectifs.

Ces trois ans se comptent à dater de la clôture du procès-verbal de l'examen auquel l'agent a satisfait.

§ 3. S'il y trouve avantage, l'agent reçoit en tout cas la promotion prévue au présent article dès qu'il compte trois ans d'ancienneté de niveau.

Cette condition d'ancienneté est portée à douze ans si l'agent a été recruté à un grade des rangs 41 ou 40.

Art. 98. Par dérogation à l'article 88, l'agent qui compte au moins neuf ans d'ancienneté de grade et qui a satisfait dans son niveau au premier examen de confirmation professionnelle organisé à l'Office, est s'il y trouve avantage, promu à titre de principalat au grade dont l'échelle est la moins élevée parmi les grades pour lesquels il a subi l'épreuve.

Art. 99. L'article 90 est d'application à l'agent qui bénéficie des articles 94 à 98.

Art. 100. Par dérogation aux articles 66 et 67, alinéa 3, et pendant deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent statut, l'ordre de préférence établi pour la promotion à un grade des rangs 24 et 34, entre lauréats de l'examen de maturité professionnelle est celui qui résulte de l'application de l'article 69.

Art. 101. L'agent qui a satisfait à un concours de recrutement ou d'accession à un examen d'avancement de grade ou de changement de grade, organisés ou en voie d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut, conserve les titres à la nomination acquis par la réussite de ces épreuves, aux conditions selon lesquelles ces titres lui ont été garantis au moment de leur organisation.

Il est dispensé de suivre les épreuves de carrière qui conduisent à un grade auquel il a acquis des titres.

Art. 102. Par dérogation à l'article 66, la promotion subordonnée à la réussite préalable d'un examen de confirmation ou de maturité professionnelle est accordée par préférence :

1° à l'agent qui a satisfait à un examen d'avancement au grade à conférer, organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut;

2° en cas de pluralité de tous les lauréats, à celui d'entre eux qui est le mieux classé selon les dispositions contenues dans l'article 47.

Si ces lauréats sont en compétition avec des candidats qui ont été dispensés, en vertu d'une décision du conseil d'administration, de tout ou partie de l'examen considéré, les promotions sont accordées conformément à l'article 67, alinéas 1, 2 et 4. Entre lauréats de l'examen, l'ordre de préférence reste celui qui résulte de l'alinéa premier du présent article.

Art. 103. Par dérogation aux articles 69 et 92, § 3, l'agent qui a satisfait à un examen de changement de grade ou d'avancement de grade, organisé ou en voie d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent statut, a priorité sur tous autres candidats pour recevoir la nomination à laquelle il a acquis des titres, si cette nomination conduit à un grade dont l'octroi n'est plus subordonné à la réussite d'un examen de confirmation ou de maturité professionnelle.

Art. 103bis. Par dérogation à l'article 64, est dispensé de la condition de diplôme lors du premier examen de recrutement dans les deux rôles linguistiques de rédacteur comptable, l'agent du rang 20 ainsi que l'agent du niveau 3 qui a réussi l'épreuve d'accession au rang 20.

Dispositions finales

Art. 104. L'Office publie annuellement une liste nominative des agents donnant le grade, l'indication de leurs titres scientifiques, leur âge, leur niveau et leur classement d'après les dispositions contenues dans l'article 47.

CHAPITRE XIV. — Organisation des épreuves de recrutement et de promotion

A. Dispositions générales

Art. 105. Le conseil d'administration détermine le programme ainsi que les modalités essentielles d'organisation des épreuves de recrutement et de carrière.

Ces modalités essentielles d'organisation concernent entre autres l'agencement interne des épreuves, le mode de cotation et la qualification requise des membres du jury.

Art. 106. Le directeur général désigne les membres des jurys et arrête le règlement d'ordre relatif à l'organisation pratique des épreuves.

Art. 107. Le procès-verbal de toutes les épreuves est signé ou approuvé par le directeur général. Ce procès-verbal établit le classement des lauréats.

B. Des concours

I. Dispositions générales :

Art. 108. L'enjeu d'un concours de recrutement à un grade des niveaux 1, 2, 3 ou 4 est formé du nombre de nominations à ce grade qui peuvent être conférées aux lauréats classés en ordre utile au concours. Ce nombre correspond au nombre d'emplois permanents du grade considéré qui sont déclarés vacants.

Art. 109. Le directeur général arrête la liste des participants et les convoque par lettre recommandée à la poste.

Art. 110. Le concours terminé, le directeur général s'assure que les lauréats réunissent les conditions requises.

Il prend l'avis d'un centre de santé administratif au sujet de l'aptitude physique des candidats étrangers à l'Office belge du Commerce extérieur.

Il s'assure que la liste des lauréats a été communiquée aux candidats.

Art. 111. Les lauréats, qui demandent pour des raisons de convenances personnelles à ajourner leur entrée en fonction, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur rang de classement.

II. Dispositions applicables aux concours auxquels s'inscrivent uniquement des candidats en qualité d'étranger à l'Office belge du Commerce extérieur :

Art. 112. Les articles 113 et suivants jusques et y compris 117 s'appliquent aux seuls concours auxquels s'inscrivent uniquement des candidats en qualité d'étranger à l'Office belge du Commerce extérieur, en ce compris éventuellement les membres du personnel visés à l'article 64, § 2.

Art. 113. Sont déclarés lauréats les participants au concours qui y obtiennent le minimum des points requis.

Sans préjudice de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ils sont classés selon l'importance des points qu'ils ont obtenus.

Ils sont considérés comme classés en ordre utile à concurrence du montant de l'enjeu du concours auquel ils ont satisfait.

Art. 114. Après la clôture du procès-verbal du concours, les lauréats classés en ordre utile qui satisfont aux conditions requises sont, dans l'ordre de leur classement, nommés au grade pour lequel ils ont concouru.

Sans préjudice des articles 3^{ter} et 64, § 3, ils sont affectés à un emploi permanent de ce grade.

Art. 115. Les lauréats non classés en ordre utile conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal du concours auquel ils ont satisfait.

Si, durant cette période, il s'avère nécessaire de procéder à des nominations au grade pour lequel ils ont concouru, ces nominations leur sont conférées par priorité en respectant la règle prévue à l'article 114.

Art. 116. Le conseil d'administration peut modifier les conditions d'admissibilité prévues à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o.

Cette décision doit, en outre, être soumise pour approbation au Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions.

Art. 117. Lorsque le nombre d'inscriptions à un concours est égal ou inférieur au montant de l'enjeu fixé pour ce concours, le conseil d'administration peut dispenser les candidats de tout ou partie de ce concours.

Cette mesure doit être soumise pour approbation au Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions.

Il ne pourra être fait usage de cette faculté que si l'octroi d'une dispense éventuelle a fait l'objet de la publication prévue à l'article 3^{bis}, § 2, et pour les épreuves mentionnées dans cette publication.

III. Dispositions applicables aux autres concours :

Art. 118. Les articles 119 et suivants jusques et y compris 124 s'appliquent aux concours qui sont imposés pour la nomination à un grade des rangs 30, 20 ou 10 lorsqu'y participent à la fois des candidats en qualité de membre du personnel et des candidats en qualité d'étranger à l'Office belge du Commerce extérieur.

Art. 119. Sont déclarés lauréats les participants au concours qui y obtiennent le minimum des points requis.

Ils sont considérés comme classés en ordre utile à concurrence du montant de l'enjeu de ce concours.

Art. 120. Les lauréats d'un même concours sont répartis en deux groupes. Le premier groupe comprend les lauréats qui ont participé à ce concours en qualité de membre du personnel. Ceux-ci sont classés dans ce groupe selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus.

Le second groupe comprend les lauréats qui ont participé au concours en qualité d'étranger à l'Office belge du Commerce extérieur, en ce compris les membres du personnel visés à l'article 64, § 2. Ces lauréats sont classés selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus, application étant faite, s'il échet, de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Art. 120^{bis}. Par dérogation à l'article 120, les agents de l'Office, lauréats de l'examen de rédacteur comptable, sont classés dans un seul groupe. Leur classement se fait selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus.

Art. 121. § 1^{er}. Après la clôture du procès-verbal d'un concours, les lauréats classés en ordre utile qui satisfont aux conditions requises sont nommés au grade pour lequel ils ont concouru.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, l'ordre d'attribution des nominations est le suivant :

1^o les nominations au grade à conférer sont attribuées aux lauréats selon l'ordre du groupe de classement qui leur est propre, en accordant la préférence alternativement à un lauréat du premier groupe, puis à un lauréat du second groupe;

2^o quel que soit son numéro de classement, le candidat qui appartient au second groupe et qui n'est pas bénéficiaire d'une priorité absolue en vertu de l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, cède sa préférence pour la nomination aux candidats du premier groupe qui ont obtenu au moins autant de points que lui au concours, tout en ayant dans leur groupe un numéro de classement moins favorable que le sien;

3^o si un ou plusieurs candidats du premier groupe ont bénéficié de la priorité de nomination visée au 2^o, il est ensuite procédé, s'il y a lieu, à la nomination des candidats du second groupe ainsi dépassés, dans la mesure où ceux-ci ont obtenu plus de points que le candidat suivant du premier groupe.

Art. 122. Lorsque tous les candidats d'un groupe ont été nommés, l'excédent de l'enjeu est attribué aux lauréats de l'autre groupe.

Art. 123. Les lauréats non classés en ordre utile conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal du concours auquel ils ont satisfait.

Si, durant cette période, il s'avère nécessaire de procéder à des nominations au grade pour lequel ils ont concouru, ces nominations sont conférées, par priorité et dans l'ordre de leur classement, aux lauréats du premier groupe, non classés en ordre utile.

A défaut de tels candidats, elles sont conférées, dans l'ordre de leur classement, aux lauréats du second groupe, non classés en ordre utile.

Art. 124. Sans préjudice des articles 3^{ter} et 64, § 3, les lauréats nommés au grade pour lequel ils ont concouru, sont affectés à un emploi permanent de ce grade.

C. Des épreuves de carrière

Art. 125. L'organisation des épreuves de carrière n'est autorisée qu'en vue de la nomination dans un grade existant à l'Office belge du Commerce extérieur.

Art. 126. L'examen de confirmation professionnelle a pour objet la vérification pratique de la confirmation de la qualification professionnelle et des aptitudes, administratives ou techniques, requises pour exercer la fonction du grade à conférer.

Art. 127. Les examens de confirmation professionnelle pour chaque grade dont l'octroi est subordonné à un tel examen, sont organisés au moins tous les deux ans.

Art. 128. L'examen de maturité professionnelle a pour objet la vérification pratique et approfondie des aptitudes de maîtrise professionnelle, requises pour exercer la fonction du grade à conférer.

Art. 129. Les lauréats des examens de confirmation professionnelle et de maturité professionnelle sont classés selon l'importance des points qu'ils ont obtenus à l'épreuve subie.

CHAPITRE XV. — Situation du directeur général et des directeurs généraux adjoints

Art. 130. Sans préjudice des dispositions des articles 11 et 12 de la loi du 16 juillet 1948 relatives à la nomination et à la situation statutaire du directeur général et des directeurs généraux adjoints, les dispositions du présent statut leur sont applicables.

Toutefois, lorsque sa propre personne ou celle des directeurs généraux adjoints sont en cause, la compétence du directeur général de présenter des propositions au conseil d'administration et de prendre des décisions, est attribuée respectivement au président du comité de direction et au comité de direction.

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 15 mai 1949.

CHARLES

Par le Régent :

Le Ministre du Commerce extérieur,
MOENS DEFERNIG

Bijlage I

Vervangen door het koninklijk besluit van 5 juni 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1968)

Bijlage II

Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel

Weddeschalen

I. Vaste wedde :

De weddeschalen, die op 1 juli 1948 van kracht waren voor het door de Staat bezoldigd personeel, zijn van toepassing wat betreft de vaste wedde van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel.

Alle wijzigingen aan de wedderegel van het Staatspersoneel aangebracht zullen automatisch op het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel worden toegepast.

II. Veranderlijke wedde :

Naast de vaste wedde worden op het einde van het dienstjaar (in de loop van december) door de raad van bestuur en op voorstel van de directeur-generaal veranderlijke vergoedingen of premïen toegekend aan het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, waarbij in hoofdzaak rekening wordt gehouden

met de waarde en de belangrijkheid van de door ieder beambte werkelijk bewezen diensten alsmede met de aanwezigheid gedurende het dienstjaar. De wijze van toepassing van deze veranderlijke premie zal worden bepaald door de raad van bestuur op voordracht van de directeur-generaal.

De uitgaven uit hoofde van de vereffening van de veranderlijke vergoedingen of premieën mogen 10 % van de gezamenlijke brutobezoldigingen (vaste wedden volgens weddeschaal) niet overschrijden.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij Ons besluit van 15 mei 1949.

KAREL

Vanwege de Regent :

De Minister van Buitenlandse Handel,
MOENS DE FERNIG

Bijlage III

Statuut van het personeel, vastgesteld en gewijzigd door de raad van bestuur van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel en goedgekeurd bij Regentsbesluit van 15 mei 1949 en bij ministeriële besluiten van 21 december 1961, 28 januari 1964, 13 november 1964, 20 januari 1965, 1 april 1965, 16 januari 1966, 13 juni 1966 en 16 januari 1968

HOOFDSTUK I. — *Aanwerving*

Artikel 1. Om in zijn behoeften te voorzien bezigt de B.D.B.H. personeel van drie categorieën :

1^o personeel, dat onder het regime van het dienstverhurlingscontract onder de hiernavermelde voorwaarden aangeworven wordt;

2^o ambtenaren en beambten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel of van andere ministeriële departementen, die individueel of samen met hun dienst, bij de B.D.B.H. kunnen worden gedetacheerd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 25 van de wet van 16 juli 1948 houdende oprichting van de B.D.B.H.;

3^o technici, waarop de B.D.B.H. een beroep kan doen met het oog op het vervullen van een bepaalde en voorlopige opdracht.

Art. 2. § 1. Het personeel, dat tot de twee laatste in voormeld artikel 1 opgenomen categorieën behoort, is aan het bij artikel 25 der wet van 16 juli 1948 bepaald statuut onderworpen. Wat zijn werkzaamheden bij de Dienst betreft, wordt het in alle opzichten gelijkgesteld met het personeel van deze instelling.

§ 2. Personeelslid van de Dienst is hij die, aangesteld voor een onbepaalde duur, werkelijke en volledige prestaties levert bij de Dienst.

§ 3. De personeelsleden van de Dienst worden benoemd in graden waarvan de hiërarchie vier niveaus en vijftientig rangen omvat.

Het niveau van een graad bepaalt de plaats van die graad in de hiërarchie volgens de kwalificatie van de vorming en de geschiktheid waarvan blijkt moet worden gegeven opdat die graad kan worden toegekend.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in zijn niveau.

§ 4. De graad is de titel die het personeelslid in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

De graden van eenzelfde rang heten « gelijkwaardige graden ».

Behoudens andersluidende bepalingen, worden de graden over de onderscheiden niveaus en rangen verdeeld zoals bij de centrale rijksbesturen.

Art. 3. § 1. Als buitenstaanders mogen aan de vergelijkende wervingsexamens deelnemen de kandidaten die voldoen aan de volgende eisen :

1^o Belg zijn;

2^o van onberispelijk gedrag zijn;

3^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4^o aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5^o niet de leeftijdsgrens hebben bereikt, welke bepaald is op 35 jaar voor kandidaten van een graad van niveau 1, op 30 jaar voor kandidaten van een graad van de overige niveaus.

Nochtans mag de raad van bestuur die leeftijdsgrens op 35 jaar brengen wanneer de technische eisen van het ambt dit nodig maken;

6^o houder zijn van een regelmatig uitgereikt diploma of getuigschrift in verhouding tot het niveau van de te begeven graad, volgens de tabel vastgesteld door het Vast Secretariaat voor Aanwerving van het Rijkspersoneel, in uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

De raad van bestuur kan het bezit van bijzondere diploma's of getuigschriften voorschrijven voor de werving in bepaalde graden of in bepaalde betrekkingen, wanneer die eisen gewettigd zijn door de aard van het uit te oefenen ambt.

§ 2. Indien het programma van het vergelijkend examen niet anders beschikt, worden de diploma's of getuigschriften die toegang verlenen tot de graden van een bepaald niveau, in aanmerking genomen voor de toelating tot graden van lagere niveaus.

§ 3. Ieder personeelslid van de B.D.B.H. kan, indien hij aan de gestelde voorwaarden voldoet, als buitenstaander aan elk vergelijkend wervingsexamen deelnemen.

Art. 3bis. § 1. Bij wege van een vergelijkend wervingsexamen, worden begeven de graden van de rangen 10, 20, 30 en 40. De raad van bestuur kan evenwel beslissen, dat bij wege van een vergelijkend wervingsexamen ook worden begeven :

1^o sommige graden van andere rangen, waarvoor de betrokkenen, krachtens de aard van het uit te oefenen ambt, hetzij houder van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften moeten zijn, hetzij een bijzondere door een examen te toetsen geschiktheid moeten bezitten;

2^o sommige graden die, ofschoon ingedeeld bij de rangen 41 en 42, krachtens de aard van het overeenkomstige ambt niet door bevordering kunnen worden begeven.

§ 2. Het aantal te begeven betrekkingen, het aantal in niveau 1 toelaatbare stagiairs, de eisen waaraan de kandidaten moeten voldoen en de nadere regelen van ieder vergelijkend wervingsexamen worden ter kennis gebracht van het publiek door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en, bovendien, indien de raad van bestuur het dienstig acht, door enig ander middel dat hij doeltreffend vindt.

§ 3. Na het afsluiten van het proces-verbaal van het vergelijkend examen kan ieder deelnemer die er schriftelijk om verzoekt, kennis nemen van zijn uitslag.

De bepaalde uitslag wordt in bijzonderheden in het beoordelingsdossier opgenomen als de gegadigde tot personeelslid wordt benoemd.

Art. 3^{ter}. Tot personeelslid van de B.D.B.H. kunnen alleen benoemd worden gegadigden die :

1° voldoen aan de voor de te begeven ambten gestelde voorwaarden van lichamelijke geschiktheid;

2° bij het vergelijkend wervingsexamen batig werden gerangschikt;

3° met goed gevolg een proeftijd hebben doorgemaakt.

Art. 3^{quarto}. In afwijking van artikel 3, § 1, eerste lid, 5°, worden van de leeftijdseis vrijgesteld de vastgenoemde personeelsleden van de Dienst.

Dezelfde vrijstelling wordt verleend aan de volgende gegadigden, voor zover zij ten minste zes maanden dienst tellen :

1° zij die als Rijksambtenaar of stagiair onderworpen zijn aan het statuut van het Rijkspersoneel (koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1964);

2° zij die niet onderworpen zijn aan het onder 1° vernoemd statuut, maar als vastbenoemd ambtenaar tot Rijksdiensten behoren, onverschillig of die diensten onder de wetgevende, de uitvoerende, dan wel de rechterlijke macht ressorteren;

3° zij die als vastbenoemd personeelslid behoren tot een der instellingen van openbaar nut vermeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957;

4° niet vastbenoemde leden van het personeel der onder 1°, 2° en 3° vermelde diensten en instellingen;

5° tijdelijke ambtenaren en werklieden van het voormalig Ministerie van Afrikaanse Zaken die ten bezware van de koloniale begroting werden bezoldigd.

HOOFDSTUK II. — Aanstelling

Art. 4. Het door de B.D.B.H. aangeworven personeel wordt aangesteld onder de in het statuut van het personeel vervatte voorwaarden; ieder beambte ontvangt een exemplaar van bedoeld statuut.

Art. 5. Het personeel wordt aangesteld, hetzij voor een opbeperkte duur, hetzij voor een bepaalde duur of een bepaalde opdracht.

Art. 6. De hoedanigheid en de bezoldiging zomede de duur van de aanstelling worden door de raad van bestuur, op voordracht van de directeur-generaal vastgesteld; zij maken het voorwerp uit van een oorkonde, welke aan de beambte wordt overhandigd op het ogenblik van zijn benoeming.

Art. 7. Onder voorbehoud van hetgeen onder bovenstaand hoofdstuk I over het personeel van de ministeries en de technici gezegd wordt, wordt het personeel bij de B.D.B.H. aangeworven op grond van het dienstverhuuringscontract. Uit dien hoofde valt het onder de toepassing van de wetten en reglementen welke het statuut van de bediende regelen.

HOOFDSTUK III. — Bezoldigingsvoorwaarden

Art. 8. De bezoldiging van het personeel van de B.D.B.H. omvat, naast de vaste wedde, veranderlijke vergoedingen of premies.

Art. 9. De weddeschaal van het personeel van de B.D.B.H. wordt goedgekeurd door de Koning, op voordracht van de raad van bestuur en op eensluidend advies van de Minister die de Buitenlandse Handel onder zijn bevoegdheid heeft, en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort.

Art. 10. De gedetacheerde ambtenaren en beambten van de ministeriële departementen, genieten dezelfde wedderegelings als die van toepassing op het personeel van de B.D.B.H. en dit onverminderd de beschikkingen van artikel 25 der wet van 16 juli 1948.

Art. 11. De bezoldiging van het personeel wordt bepaald op grond van de classificatie der functies welke een tabel met de weddeschalen en de periodieke weddeverhogingen omvat.

Art. 12. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikelen 11 en 13 van onderhavig statuut, wordt de beambte aangeworven tegen de minimumwedde bepaald op de weddeschaal die voor iedere functie vastgesteld werd.

Art. 13. Bij het aanwerven kan, in zekere buitengewone gevallen rekening worden gehouden met de ondervinding welke de beambte in gelijkaardige werkzaamheden in openbare of particuliere administraties heeft opgedaan. De aan een graad verbonden minimumwedde kan verhoogd worden met een baremische bevorderingscoëfficiënt, die door de raad van bestuur, op een met redenen omkleed voorstel van de directeur-generaal, vastgesteld wordt en die ter goedkeuring aan de Minister, tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, voorgelegd wordt.

Art. 14. Wordt een beambte tot een hogere functie benoemd, dan zal hem in geen enkel geval een wedde worden toegekend, die lager is dan die welke hij in zijn vorige betrekking genoot.

Art. 15. Door de raad van bestuur worden, op voordracht van de directeur-generaal, aan het personeel van de B.D.B.H. op het einde van het jaar (in de loop van december) veranderlijke vergoedingen of premies toegekend, waarbij in hoofdzaak rekening gehouden wordt met de waarde en de belangrijkheid van de door ieder beambte bewezen diensten zomede met de aanwezigheid tijdens het dienstjaar. De toepassingsmodaliteiten zullen worden bepaald door de raad van bestuur op voorstel van de directeur-generaal.

De uitgaven uit hoofde van de vereffening van de veranderlijke vergoedingen of premies mogen 10 % van de totale brutobezoldiging (vaste wedde volgens weddeschaal) niet overschrijden.

Art. 16. De normale weddeverhogingen in een graad worden, na goedkeuring door de directeur-generaal, toegekend op het einde van de maand tijdens welke de betrokkenen het in de weddeschaal bepaald reglementair aantal dienstjaren tellen.

Art. 17. Elke weddeverhoging maakt het voorwerp uit van een mededeling aan de betrokken beambten.

HOOFDSTUK IV. — *Beoordeling*

Art. 18. § 1. De beoordeling is verplicht ten aanzien van ieder personeelslid ingedeeld in de rangen 12, 11 of 10, of in de niveaus 2, 3 of 4.

§ 2. Met het oog op het vaststellen van de beoordeling wordt voor ieder personeelslid een beoordelingsdossier gehouden, dat onder meer een individuele fiche bevat waarop het feitenrelaas of de nauwkeurige gunstige of ongunstige bevinding, geschikt om als beoordelingsgrond te dienen, wordt opgetekend.

Relaas en bevindingen mogen slechts betrekking hebben op de ambtsuitoefening of op het privaat leven in betrekking tot het ambt.

Zij moeten door de belanghebbende geïnviseerd worden op het tijdstip waarop zij geacteerd worden en op zijn individuele fiche aangebracht.

De omstandige opgave van de door het personeelslid behaalde uitslagen voor de loopbaanexamens wordt eveneens in zijn beoordelingsdossier vermeld.

Geen aanbeveling van welke aard ook, mag in het beoordelingsdossier voorkomen.

§ 3. De beoordeling wordt aan de in § 1 bedoelde personeelsleden voor de eerste maal toegekend in het jaar volgend op dat van hun vaste benoeming tot een ambt bij de Dienst.

§ 4. In de volgende gevallen wordt aan de personeelsleden een nieuwe beoordeling toegekend :

1° indien, sedert de toekenning van hun laatste beoordeling, ongunstige feiten of bevindingen die deze beoordeling kunnen verslechteren, op hun individuele fiche werden opgetekend;

2° indien, sedert de toekenning van hun laatste beoordeling, gunstige feiten of bevindingen die deze beoordeling kunnen verbeteren, op hun individuele fiche werden opgetekend;

3° indien zij sedert de toekenning van hun laatste beoordeling werden benoemd tot een andere graad dan die welke zij voerden op het tijdstip waarop hun deze beoordeling werd toegekend;

4° indien zij de directeur-generaal van de Dienst er schriftelijk om verzoeken.

§ 5. Een beoordeling of een nieuwe beoordeling wordt toegekend aan de personeelsleden, kandidaten voor een bevordering, indien hun nog geen beoordeling werd toegekend of, wanneer zij zich bevinden in de omstandigheden bedoeld onder § 4, 1°

§ 6. De beoordeling wordt in aanmerking genomen om de administratieve toestand vast te leggen van het personeelslid sedert de datum van toekenning tot de datum waarop de volgende beoordeling wordt toegekend.

Art. 19. § 1. De directeur-generaal van de Dienst bepaalt welke hiërarchische meerderen bevoegd zijn om de feiten op de individuele fiche op te tekenen en om de beoordelingsvoorstellen op te maken.

§ 2. De bevoegde hiërarchische meerdere stelt de beoordeling voor die naar zijn mening aan ieder personeelslid moet worden toegekend. Daartoe maakt hij voor elk van de personeelsleden gebruik van een staat overeenkomstig één der in bijlage aangegeven modellen.

§ 3. De meerdere die, op het tijdstip waarop hij het voorstel tot beoordeling moet doen, het personeelslid tijdens de drie jongste maanden niet onder zijn gezag heeft gehad wint bij de nuttig geachte administratieve bronnen alle voor het opmaken van de beoordeling van de belanghebbende dienstig zijnde inlichtingen in.

§ 4. De beoordeling is gegrond op de objectieve opvatting omtrent de waarde, de geschiktheid, de prestatie en de verdienste van het personeelslid.

De beoordeling wordt uitgedrukt met behulp van beschrijvende formules overeenkomstig de op de beoordelingsstaat aangebrachte aanduidingen.

§ 5. De beoordelingen opgetekend in de beoordelingsstaat worden gesynthetiseerd in één van de volgende vermeldingen die dan de eigenlijke beoordeling uitmaakt : « zeer goed », « goed », « onvoldoende », « slecht ».

§ 6. De beoordeling wordt toegekend door de directeur-generaal van de Dienst.

§ 7. De toegekende beoordelingsvermelding wordt op de beoordelingsstaat aangebracht.

Stemt de vermelding niet overeen met deze voorgesteld door de hiërarchische meerdere met de hoogste graad, dan worden de gronden ervan in een bondige nota aangegeven.

§ 8. In de gevallen bedoeld in artikel 18, §§ 3 en 4, worden de beoordelingsstaten in de loop van de maand september opgemaakt; zij worden uiterlijk op 15 oktober bezorgd aan de overheid die de beoordeling toekent.

In de gevallen bedoeld onder artikel 18, § 5, worden de beoordelingsstaten bezorgd binnen de maand nadat zij zijn opgemaakt.

§ 9. Voor de verzending van het beoordelingsvoorstel naar de directeur-generaal onderwerpt de bevoegde hiërarchische meerdere de staat aan het belanghebbende personeelslid dat er zich toe beperkt hem te viseren en hem binnen tien dagen terug te geven indien hij hiertegen geen bezwaar heeft in te brengen.

Oordeelt daarentegen het personeelslid dat de voorgestelde beoordelingsvermelding niet gewettigd is, dan viseert hij in die zin de beoordelingsstaat en zendt hem binnen tien dagen terug, samen met een bezwaarschrift waarvan de ontvangst hem bericht wordt.

Wordt de mededeling binnen dit tijdsbestek niet teruggezonden dan wordt het personeelslid, onverminderd de tuchtstraffen die hij wegens dit verzuim kan oplopen, geacht in te stemmen met het beoordelingsvoorstel waarvan hij kennis heeft gekregen.

§ 10. Alvorens de staat toe te zenden aan de overheid die met het toekennen van de beoordelingsvermelding is belast, laat de hiërarchische meerdere, die met de hoogste graad is bekleed, hem andermaal voorleggen aan het betrokken personeelslid, van het ogenblik af dat één der bij de beoordeling betrokken overheden, hetzij de vermelding, hetzij een van de criteria gewijzigd heeft.

Het personeelslid beschikt andermaal over tien dagen om zijn eventueel bezwaarschrift in te dienen waarvan hem de ontvangst wordt gemeld.

§ 11. De in de §§ 9 en 10 bedoelde bezwaren worden bij de beoordelingsstaat gevoegd zoals het eventueel advies, hetzij van de bevoegde hiërarchische meerdere, hetzij van de meerdere die het oorspronkelijk voorstel heeft gewijzigd.

§ 12. Het personeelslid dat geen bezwaarschrift heeft ingediend krijgt slechts kennis van de vermelding van zijn beoordeling welke de directeur-generaal van de Dienst hem toekent ingeval zij niet overeenstemt met deze voorgesteld door de hiërarchische meerdere die met de hoogste graad is bekleed.

§ 13. De beoordelingsstaat wordt andermaal ter visering aan het personeelslid voorgelegd :

- a) indien de toegekende beoordelingsvermelding niet overeenstemt met de voorgestelde;
- b) in geval van schriftelijk bezwaar, zodra de bevoegde overheid over het bezwaar en de beoordeling van belanghebbende uitspraak heeft gedaan.

§ 14. Oordeelt het personeelslid dat de hem toegekende beoordelingsvermelding hem benadeelt, dan beschikt hij over de mogelijkheid binnen tien dagen, na kennisgeving van die vermelding, beroep in te stellen bij de raad van beroep.

Hem wordt een ontvangstbewijs afgegeven van het bij verzoekschrift ingestelde beroep.

De behoorlijk gestaafde aanvraag om herziening wordt aan de directeur-generaal gericht, die ze aan de Kamer van beroep bezorgt.

§ 15. De Kamer van beroep is samengesteld uit twee leden van de raad van bestuur die tot de administratie of tot de zakenkringen behoren en uit twee leden van de raad van bestuur die tot de vakbondskringen behoren. De vertegenwoordigers van deze beide groepen zullen afwisselend het voorzitterschap van voornoemde Kamer uitoefenen.

De directeur-generaal van de Dienst woont de vergaderingen van de Kamer van beroep bij, zonder stemgerechtigd te zijn.

De beslissingen van de Kamer van beroep worden bij meerderheid van stemmen genomen. De staking van stemmen brengt een beslissing ten voordele van het personeelslid met zich.

Het secretariaat van de Kamer wordt waargenomen door één van de leden.

Het personeelslid dat de hem toegekende beoordeling betwist, wordt door de Kamer van beroep gehoord; hij kan zich doen bijstaan door een personeelslid in actieve dienst, een gepensioneerd personeelslid of een afgevaardigde van een erkende vakbondsorganisatie.

De Kamer van beroep kan om het even welk personeelslid van de Dienst raadplegen dat haar zou kunnen voorlichten.

Tegen de beslissing van de Kamer van beroep bestaat geen verhaal.

§ 16. Wanneer de kandidaatstelling van het personeelslid, dat een vraag tot herziening heeft ingediend, kan in aanmerking komen voor een bevordering door verhoging van graad of door overgang tot het hogere niveau, dan worden de bevorderingsvoordrachten, in zover zij de belanghebbende nadeel zouden kunnen berokkenen, in beraad gehouden tot wanneer een beslissing omtrent de aanvraag tot herziening is getroffen.

HOOFDSTUK V. — *Dienstprestaties, verlof*

Art. 20. Het personeelslid van de B.D.B.H. is, onder voorbehoud van door de dienstnoodwendigheden vereiste uitzonderingen of aanpassingen, aan hetzelfde regime als dat van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel onderworpen.

HOOFDSTUK VI. — *Plichten en verplichtingen van het personeel*

Art. 21. De beambten zijn er toe gehouden de verplichtingen die hun, in verband met de Dienst door de van kracht zijnde reglementen opgelegd werden, persoonlijk en gewetensvol na te komen. Zij voeren de dienstorders stipt uit en kwijten zich met ijver en nauwgezetheid van hun taak. Zij mogen de uitoefening van hun functie niet schorsen zonder voorafgaande toestemming van de directeur-generaal.

Te allen tijde dienen de beambten van de B.D.B.H. het algemeen belang waar te nemen. Het is hun verboden feiten te onthullen waarvan zij, bij de uitoefening van hun functie, kennis hebben gekregen en die, uiteraard of op grond van voorschriften uitgaande van de hiërarchische meerderen, geheim moeten blijven.

Dit verbod geldt eveneens voor de beambten welke hun ambt hebben neergelegd.

HOOFDSTUK VII. — *Onverenigbaarheid*

Art. 22. Het personeel in werkelijke dienst mag rechtstreeks noch indirect een functie of bedrijvigheid buiten de Dienst uitoefenen, die in strijd zou zijn :

- a) met de belangen en de standing van de B.D.B.H.;
- b) met het aanzien of met het volledig vertrouwen, die zij zowel het publiek als het personeel van de B.D.B.H. moeten inboezemen;
- c) met de onberispelijke en volledige uitvoering van de dienst.

Art. 23. Een beambte in werkelijke dienst zal, noch in zijn naam, noch in de naam van zijn echtgenote (haar echtgenoot), noch door een tussenpersoon, een handel of om 't even welke bezoldigde betrekking mogen uitoefenen zonder de te allen tijde herroepbare toestemming van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK VIII. — *Sociale verzekering*

Art. 24. Het personeel van de B.D.B.H. waarvan sprake onder 1° van artikel 1, is onderworpen aan het gemeen recht inzake sociale verzekeringen (wet van 28 december 1944 op de maatschappelijke zekerheid).

Art. 25. De raad van bestuur kan, ten bezware van de begroting van de Dienst, bijdragen tot het vormen van pensioenbijslagen ten gunste van het personeel van de B.D.B.H. dat aan 1° van artikel 1 onderworpen is. De gezamenlijke voordelen, welke aan bedoelde beambten inzake pensioen verleend worden, zullen, onverminderd de bepalingen betreffende de Maatschappelijke Zekerheid, nochtans nooit die mogen overtreffen, welke hun zouden worden toegekend indien zij een gelijkaardige betrekking bij een Staatsadministratie zouden uitoefenen.

Art. 26. De raad van bestuur kan eveneens verhogingen van gezinstoelage toekennen aan het personeel van de B.D.B.H. dat aan 1° van artikel 1 is onderworpen, en wel voor zover die de voordelen van dezelfde aard, welke aan de Staatsbeambten worden toegekend, niet overtreffen.

HOOFDSTUK IX. — *Disciplinair statuut*

Art. 27. Tegen een beambte die, hetzij met opzet, hetzij door nalatigheid of onvoorzichtigheid, in zijn dienstplichten te kort schiet, kunnen al naar gelang de ernst van de gevallen, volgende maatregelen worden getroffen :

- 1° terechtwijzing;
- 2° berisping;
- 3° blaam;
- 4° schorsing zonder wedde;
- 5° afzetting.

De straffen kunnen alleen worden opgelegd nadat de betrokken beambten verhoord zijn geworden.

De terechtwijzing en de berisping worden uitgesproken, hetzij door een ambtenaar die een directie leidt, hetzij door de directeur-generaal.

De blaam wordt door de directeur-generaal uitgesproken en ter kennis gebracht van de raad van bestuur.

De schorsing zonder wedde en de afzetting worden door de raad van bestuur uitgesproken.

Art. 28. De overplaatsing van een dienst naar een andere draagt niet het karakter van een straf.

Art. 29. Iedere straf wordt in het signalementsdossier ingeschreven. De schrapping van deze straf kan nochtans geschieden in de gevallen en volgens de wijze die door de raad van bestuur moeten bepaald worden, op initiatief van de directeur-generaal, of op een met redenen omklede, en door de directeur-generaal goedgekeurde aanvraag van de betrokken beambte.

Art. 30. De strafvorderingen hebben opschorsing van de procedure en van de disciplinaire uitspraak ten gevolge; welke ook de uitkomst van deze vorderingen weze, de raad van bestuur beslist in laatste instantie over de toepassing van tuchtmaatregelen.

HOOFDSTUK X. — *Ambtsneerlegging*

Art. 31. De ambtsneerlegging van de beambten onderworpen aan 1° van artikel 1 geschiedt mits opzegging door de directeur-generaal, nadat de raad gehoord werd, overeenkomstig de bepalingen die het dienstverhuringcontract regelen.

Art. 32. Ieder beambte mag ontslag nemen. Het ontslag moet schriftelijk ingediend worden bij de onmiddellijke meerdere, en de opzeggingstermijn, die in acht dient te worden genomen, is die voorzien bij de bepalingen die het dienstverhuringcontract regelen. In bijzondere gevallen kan de opzeggingstermijn echter worden verminderd door een beslissing van de directeur-generaal.

Art. 33. Worden van ambtswege en zonder opzegging uit hun ambt ontzet :

- 1° de beambten die niet meer beantwoorden aan de voorwaarden bepaald onder litt. a en b van artikel 3 van onderhavig statuut;
- 2° degenen die, zonder geldige redenen, hun post verlaten en afwezig blijven gedurende meer dan vijf dagen;
- 3° degenen die het hun toegewezen ambt niet in bezit nemen binnen de gestelde termijn;
- 4° degenen die de bepalingen van artikelen 22 en 23 van onderhavig statuut overtreden;
- 5° degenen die zich in de bij de wet of door de Koning bepaalde gevallen bevinden, waarin de toepassing van de burgerlijke en strafrechtelijke wetten de ambtsneerlegging met zich brengt;
- 6° degenen die ontslagen worden.

HOOFDSTUK XI. — *Verlof toegekend wegens ziekte of gebrekkigheid*

Art. 34. Het personeelslid is in actieve dienst of op non-activiteit.

Art. 35. Het personeelslid wordt voor het vaststellen van zijn administratieve stand, altijd geacht in actieve dienst te zijn, behoudens uitdrukkelijke bepaling, die hem op non-activiteit stelt.

Art. 36. Het personeelslid in actieve dienst heeft recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde. Hij kan zijn aanspraken op verandering van graad en op bevordering doen gelden.

Art. 37. Het personeelslid op non-activiteit heeft geen recht op wedde of op bevordering tot een hogere wedde. Hij kan geen aanspraken op verandering van graad of op bevordering doen gelden.

Art. 38. Het personeelslid dat door ziekte of gebrekkigheid verhinderd wordt zijn ambt normaal uit te oefenen, wordt met verlof gezonden.

Dit verlof wordt hem toegekend door de directeur-generaal op grond van een geneeskundig attest afgeleverd, ofwel door de behandelende geneesheer op verzoek van het betrokken personeelslid, ofwel door de bevoegde gezondheidsdienst op verzoek van de directeur-generaal.

De directeur-generaal kan een personeelslid verplichten zich aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen in geval dat vermoedens erop wijzen dat het personeelslid ingevolge zijn gezondheidstoestand verhinderd wordt een normale activiteit uit te oefenen of dat zijn aanwezigheid gevaarlijk kan zijn voor de gezondheid van zijn collega's of hinderlijk voor de goede werking van de Dienst.

Het personeelslid dat aldus met verlof wordt gezonden wordt onder toezicht geplaatst, hetzij van dokters die door de directeur-generaal worden aangeduid, voor kortstondige ziekten, hetzij, op aanvraag van de directeur-generaal, van dokters aangeduid door de administratieve gezondheidsdienst of door de gezondheidsdienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel; het moet zich onderwerpen aan de medische onderzoeken die hem worden opgelegd.

Art. 39. Voor de ganse duur van zijn loopbaan kan het personeelslid, zonder uit actieve dienst te treden, tot dertig dagen ziekte- of gebrekkigheidsverlof per twaalf maanden dienstanciënniteit krijgen. Zelfs indien hij geen zesendertig maanden dienstanciënniteit telt, kan hij negentig dagen verlof krijgen.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalid is, wordt dit aantal dagen onderscheidelijk op vijfenveertig of honderd vijftig gebracht.

Heeft het personeelslid in het geheel meer ziekteverlof gekregen dan het in het eerste of tweede lid van dit artikel bepaalde maximum, dan is hij van rechtswege op non-activiteit.

Art. 40. In afwijking van artikel 39 blijft het personeelslid zonder tijdsbeperking in actieve dienst wanneer zijn ziekte- of gebrekkigheidsverlof is toegestaan naar aanleiding van :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval op de weg naar en van het werk;
- 3° een beroepsziekte.

Bovendien komen de in die gevallen toegestane verlofdagen niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen welke het personeelslid nog kan krijgen bij toepassing van artikel 39.

Art. 41. Voor de toepassing van dit statuut wordt onder arbeidsongeval verstaan, het ongeval dat zich in de loop en ter zake van de uitoefening van het opgedragen ambt heeft voorgedaan. Het ongeval dat zich in de uitoefening van het ambt heeft voorgedaan, wordt vermoed zich te hebben voorgedaan ter zake van de uitoefening van het ambt, behoudens tegenbewijs.

Voor de toepassing van dit statuut wordt onder arbeidsongeval op de weg naar en van het werk verstaan, het ongeval dat zich heeft voorgedaan onder de voorwaarden, vereist opdat het als zodanig kan worden aangemerkt overeenkomstig de besluitwet van 13 december 1945, verlengd bij de wet van 10 juli 1951.

De beroepsziekten, die voor de toepassing van dit statuut in aanmerking komen, zijn die welke opgenomen zijn in een lijst waarvan sprake is in artikel 58, derde lid, van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Van rechtswege worden echter als beroepsziekten van de aan dit statuut onderworpen personeelsleden aangemerkt, ziekten die als zodanig zijn erkend ter uitvoering van artikel 2 van de wet van 24 juli 1927.

Art. 42. In afwijking van artikel 39 bekomt het personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid op non-activiteit is, zijn volle wedde van het ogenblik af dat zijn kwaal wordt bevonden een ernstige en langdurige ziekte of gebrekkigheid te zijn.

Wordt zij dit niet, dan geniet het personeelslid nog enkel de bij het stelsel van de maatschappelijke zekerheid bepaalde vergoedingen.

Op aanvraag van de directeur-generaal stelt de administratieve gezondheidsdienst of de gezondheidsdienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel vast of de aandoening waaraan het personeelslid lijdt al dan niet een ernstige en langdurige ziekte of gebrekkigheid is. Deze beslissing kan in elk geval pas dan worden getroffen wanneer het personeelslid, voor de kwaal waaraan hij lijdt, ten minste voor een ononderbroken duur van zes maanden met verlof werd gezonden dan wel op non-activiteit werd gesteld.

Ingevolge deze beslissing wordt de toestand van het personeelslid niet herzien met uitwerking op de aanvangsdatum van zijn afwezigheid.

Art. 43. Is de afwezigheid te wijten aan een ongeval veroorzaakt door de schuld van een derde, dan ontvangt het personeelslid zijn gehele wedde of een deel ervan, overeenkomstig de regelen van de artikelen 39 tot 42.

Het personeelslid ontvangt zijn wedde alleen als voorschot, betaald op de door de derde verschuldigde vergoeding en op de derde te verhalen. Hij ontvangt die wedde alleen op voorwaarde, dat hij de Dienst, bij iedere betaling, ten bedrage van de door de Dienst gestorte som in zijn rechten doet treden tegen hem die het ongeval heeft veroorzaakt.

Art. 44. Is er gevaar, dat een personeelslid wordt aangetast door de besmettelijke ziekte waaraan een bij hem inwonende lijdt, dan kan zijn overheid hem, op geneeskundig advies, verlof toestaan waarvan zij de duur bepaalt.

Art. 45. Is van rechtswege op non-activiteit het personeelslid dat wegens gebrekkigheid niet meer in staat is zijn ambt uit te oefenen en het later opnieuw op te nemen.

Art. 46. De wedde van het personeelslid, aan wie verlof wegens ziekte of gebrekkigheid is toegestaan, ten laste van de Dienst, wordt uitgekeerd na aftrek van de vergoedingen die hem verschuldigd zijn door de verzekering tegen ziekte-invaliditeit of de verzekering tegen arbeidsongevallen.

HOOFDSTUK XII. — *Anciënniteit en rangschikking der personeelsleden*

Art. 47. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, wordt onder personeelsleden van de Dienst wier anciënniteit moet worden vergeleken de voorrang bepaald als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit het oudste personeelslid.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen die uitgaan van de graad-, de niveau- of de dienstanciënniteit wordt de anciënniteit van het personeelslid bepaald overeenkomstig de artikelen 48 tot 55.

Art. 48. § 1. Onverminderd de rechten die het personeelslid van de Dienst in functie op de datum van de inwerkingtreding van huidig statuut heeft verworven, neemt hij rang in voor de berekening van zijn anciënniteit in wedde en voor zijn rangschikking op de dag waarop zijn stage is begonnen.

§ 2. De graad- en niveau-anciënniteit loopt in geval van promotie vanaf de datum van benoeming zoals bepaald in artikel 50.

Art. 49. Voor de berekening van de anciënniteit in het niveau wordt de op de datum van inwerkingtreding van dit statuut in de eerste, tweede, derde of vierde categorie verkregen anciënniteit beschouwd als verkregen respectievelijk in de niveaus 1, 2, 3 of 4.

Art. 50. § 1. Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop het personeelslid is benoemd in de graden die door de toe te passen bepalingen in aanmerking worden genomen, of vanaf de datum waarop het personeelslid voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulke graden.

§ 2. Voor de niveau-anciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop het personeelslid is benoemd in een graad van het betreffende niveau of vanaf de datum waarop het personeelslid voor latere bevordering gerangschikt is ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulke graad.

§ 3. Onverminderd de artikelen 48 en 49 komen voor het berekenen van de graad- en de niveau-anciënniteit alleen in aanmerking de werkelijke diensten die het personeelslid heeft verricht zonder vrijwillige onderbreking als personeelslid van de Dienst of in zijn hoedanigheid van Rijksambtenaar als lid van het personeel van een ministerie en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Art. 51. § 1. Onverminderd artikel 52 komen voor de berekening van de dienstanciënniteit in aanmerking de werkelijke diensten welke het personeelslid in enigerlei hoedanigheid zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht als personeelslid van een ministerie of van instellingen van openbaar nut die een activiteit hebben of gehad hebben op het vlak van de buitenlandse handel en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

§ 2. Evenwel behoudt het personeelslid slechts het voordeel van de door hem in andere openbare diensten op grond van dit artikel verworven dienstanciënniteit, op voorwaarde dat de betrokkene bij zijn aanwerving door de Dienst of tijdens de eerste zes maanden hieropvolgend, geen bevordering heeft bekomen, tenzij dat deze verhoging in graad is geschied op grond van een aanwervings- of bevorderingsexamen, en in dit laatste geval, hij in de openbare dienst waartoe hij behoorde voor zijn aanwerving door de Dienst de nodige voorwaarden vervulde om er te mogen deelnemen aan een bevorderingsproef en/of er bevorderd te worden.

Art. 51 bis. Worden personeelsleden volgens hun anciënniteit gerangschikt, dan mag het personeelslid zich op de graadanciënniteit, verkregen in de diensten waartoe hij voor zijn aanwerving behoorde, niet beroepen ten aanzien van de personeelsleden op wie zulk een maatregel niet toegepast is en die in dezelfde categorie als hij moeten worden gerangschikt.

Art. 52. Achtenveertig maanden worden op zijn verzoek toegevoegd aan de dienstanciënniteit welke sedert de dag dat het de leeftijd van 25 jaar heeft bereikt, is verkregen door het personeelslid dat een Belgisch diploma of getuigschrift van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur, geaggregeerde van het hoger onderwijs of geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, dan wel een door de wet daarmede gelijkgesteld diploma of getuigschrift bezit, en dat in de loop van zijn studiën noch rijksambtenaar, noch personeelslid is geweest van een parastatale instelling vernoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957 betreffende de controle van zekere instellingen van openbaar nut.

Art. 53. § 1. Het personeelslid wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang het zich bevindt in een administratieve toestand op grond waarvan het, krachtens zijn statuut zijn activiteitswedde of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

§ 2. Vrijwillig is de onderbreking die door de daad of de schuld van het personeelslid is veroorzaakt.

§ 3. Volledig zijn de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

Art. 54. De graad-, niveau- en de dienstanciënniteit zijn gelijk aan de som van de volle kalendermaanden tijdens welke voor het berekenen ervan in aanmerking komende diensten zijn verricht.

Art. 55. § 1. De raad van bestuur bepaalt in welke verhouding voor de berekening van de graad-, de niveau-, of de dienstanciënniteit in aanmerking kunnen komen :

1° de diensten in de ministeries verricht of in een openbare instelling, vernoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957, in een ambt met onvolledige prestaties;

2° de diensten verricht in andere openbare diensten dan de ministeries of openbare instellingen vernoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957, waarvan het personeel onder de regeling staat van een statuut dat bij koninklijk besluit gelijkaardig aan het statuut van het Rijkspersoneel is erkend;

3° de diensten in enigerlei hoedanigheid verricht, waarvan dit één van de eisen voor werving van het personeelslid van de Dienst was.

§ 2. De Raad van bestuur bepaalt in welke hoedanigheid en onder welke voorwaarden de diensten verricht als titularis van een graad die in verschillende rangen of niveaus was ingedeeld, geacht kunnen worden in aanmerking te komen voor de berekening van de graad- en de niveau-anciënniteit.

§ 3. Het geval van het personeelslid van de Dienst dat in deze hoedanigheid of in deze van rijksambtenaar of van personeelslid van een openbare instelling, vernoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957, titularis van een afgeschafte graad is, of geweest is, wordt door de raad van bestuur geregeld.

§ 4. De beslissingen door de raad van bestuur getroffen op grond van dit artikel treden slechts in werking op de datum waarop zij bekrachtigd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse Handel behoort.

HOOFDSTUK XIII. — *Loopbaan van het personeel*

Algemeenheden

Art. 56. De bevordering is de benoeming van een personeelslid tot een graad van een hogere rang, die bij hetzelfde of bij een hoger niveau is ingedeeld.

Er zijn drie soorten van bevordering :

1° bevordering door verhoging in graad in eenzelfde niveau;

2° bevordering door toelating tot het niveau boven dat van het personeelslid;

3° bevordering door overgang naar het niveau boven dat van het personeelslid.

Art. 57. De verandering van graad is de benoeming van een personeelslid tot een graad die gelijkwaardig is met de zijne.

Art. 58. § 1. De bevordering en de verandering van graad zijn alleen mogelijk ingeval een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is.

§ 2. Onverminderd artikel 3 bepalen de richtlijnen van de raad van bestuur volgens welke regelen de vacature van een door verandering van graad of door bevordering te begeven betrekking ter kennis wordt gebracht van de personeelsleden die kunnen benoemd worden.

Zonder deze voorafgaande kennisgeving aan die personeelsleden kan geen verandering van graad of bevordering plaatshebben.

§ 3. Bij bevordering of verandering van graad wordt alleen rekening gehouden met de titels van de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn door de raad van bestuur bepaald.

Is niemand kandidaat dan kan de raad van bestuur echter door verandering van graad of bevordering een personeelslid benoemen dat aan de voorwaarden voldoet maar zich niet kandidaat heeft gesteld.

Art. 59. § 1. Voorstellen tot bevordering of tot verandering van graad worden aan de raad van bestuur voorgelegd door de directeur-generaal.

§ 2. Van de voorstellen wordt kennis gegeven aan de personeelsleden die voldoen aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

§ 3. Het personeelslid dat zich benadeeld acht kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de directeur-generaal.

Art. 60. In afwijking van artikel 58 en zonder dat hij zich kandidaat moet stellen, wordt het personeelslid bevorderd door verhoging in graad op grond van het principaal, ook wanneer geen vaste betrekking van de graad die het verkrijgt vacant is.

Art. 61. De bevordering in een vlakke loopbaan bestaat in opeenvolgende benoemingen van een personeelslid tot graden van een steeds hogere rang van eenzelfde niveau, die in afwijking van artikel 58 plaatshebben zonder dat er vaste betrekkingen van de te begeven graden vacant zijn en zonder verplichting voor de betrokkenen zich kandidaat te stellen.

Art. 62. Om aan een loopbaanexamen of om als personeelslid van de Dienst aan een vergelijkend aanwervingsexamen deel te nemen, of om hetzij een bevordering, hetzij een verandering van graad te verkrijgen, moet het personeelslid zich bevinden in een administratieve stand waarin het zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden.

Bovendien moet het personeelslid dat aan beoordeling onderworpen is, ten minste de vermelding « goed » hebben.

Art. 63. De overplaatsing is de overgang van een personeelslid van een bestuur vreemd aan de Dienst naar deze laatste, zonder dat er voor beide besturen interpenetratie van kaders bestaat.

De overplaatsing is slechts toegelaten in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de raad van bestuur en bekrachtigd door ministerieel besluit.

Bevordering door toelating tot het hoger niveau

Art. 64. § 1. In zijn hoedanigheid van personeelslid van de Dienst kan aan elk vergelijkend examen voor aanwerving deelgenomen en tot een graad van die rang worden bevorderd :

— in rang 30, het personeelslid van niveau 4 dat geslaagd is voor het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid van rang 42 of dat ten minste tot rang 42 behoort;

- in rang 20, het personeelslid van de rangen 31 of 30 dat vooraf geslaagd is voor het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid van rang 32, alsmede het personeelslid van de rangen 33 of 32;
- in rang 10, het personeelslid van de rangen 21 of 20 dat vooraf geslaagd is voor het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid van rang 22, alsmede het personeelslid van de rangen 23 of 22.

§ 2. Aan elk vergelijkend examen voor aanwerving in een graad van het niveau dat onmiddellijk hoger is dan het zijne, kan deelnemen het personeelslid dat zich niet bevindt in één van de gevallen bedoeld in § 1 van huidig artikel, maar niettemin voldoet aan de eisen om in zijn niveau deel te nemen aan een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid. Voor de rangschikking van de geslaagden wordt hij gerekend onder de kandidaten die niet tot de Dienst behoren. Hij moet echter geen proeftijd doormaken.

§ 3. Personeelsleden die op grond van dit artikel aan een vergelijkend wervingsexamen deelnemen, zijn vrijgesteld van de eis inzake diploma's of studiegetuigschriften, behalve wat de bijzondere diploma's of getuigschriften betreft die voor de aanwerving in bepaalde graden of in bepaalde betrekkingen vereist zijn wegens de aard van het uit te oefenen ambt.

§ 4. Is vrijgesteld van de in artikel 70 van onderhavig statuut bedoelde anciënniteitsvoorwaarden en van graadvoorwaarden bedoeld in de vorige paragrafen van onderhavig artikel, en mag als personeelslid van de Dienst deelnemen aan het examen van rekenplichtig opsteller en tot deze functie bevorderd worden, het personeelslid dat houder is van de vereiste diploma's of getuigschriften vermeld in de bijlage I, niveau 2, *f*, van onderhavig statuut.

Bevordering ingevolge overgang naar het hoger niveau of door verhoging in graad

I. Orde der bevorderingen :

Art. 65. De bepalingen die de volgorde van de bevorderingen regelen mogen geen afbreuk doen aan de vereisten inzake beoordeling, anciënniteit en voordracht van kandidatuur gesteld om een bevordering of een verandering van graad te bekomen.

Art. 66. De bevorderingen door overgang naar het hoger niveau of door verhoging in graad, die afhankelijk gesteld is van het voorafgaand slagen voor een examen, wordt toegekend in deze volgorde :

- 1° aan de geslaagden van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten;
- 2° onder de geslaagden van hetzelfde examen, aan de best gerangschikte geslaagde;
- 3° bij gelijke punten aan de geslaagde die het best gerangschikt is overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 47.

Art. 67. De bevorderingen die afhankelijk zijn gesteld van het voorafgaand slagen voor een examen waarnaar tegelijk dingen, geslaagden van het afgelegd examen en kandidaten die krachtens een beslissing van de raad van bestuur geheel of gedeeltelijk van datzelfde examen zijn vrijgesteld, worden toegekend door beurtelings voorrang te verlenen, eens aan een geslaagde van het examen, vervolgens aan een vrijgestelde kandidaat.

De vrijgestelde kandidaat geeft evenwel zijn voorrang op ten gunste van de geslaagde die hem in de aldus opgemaakte orde van bevordering onmiddellijk opvolgt, indien deze geslaagde beter gerangschikt is dan hij bij toepassing van de bepalingen vervat in artikel 47.

Onder de geslaagden van het examen is de orde van voorrang die welke voortvloeit uit artikel 66.

Onder vrijgestelde kandidaten is de orde van voorrang de volgende :

- 1° het personeelslid dat de beste beoordeling heeft bekomen;
- 2° onder personeelsleden die dezelfde beoordeling hebben gekregen of waarvan allen of sommigen van beoordeling zijn vrijgesteld, het personeelslid dat het best gerangschikt is volgens de bepalingen vervat in artikel 47.

Art. 68. De bevorderingen die afhankelijk zijn gesteld van het voorafgaand slagen voor een examen en waarnaar alleen mededingen kandidaten die krachtens een beslissing van de raad van bestuur geheel of gedeeltelijk van datzelfde examen zijn vrijgesteld, worden toegekend in deze volgorde :

- 1° aan de kandidaat die de beste beoordeling heeft bekomen;
- 2° onder kandidaten die dezelfde beoordeling hebben gekregen of waarvan allen of sommigen van beoordeling zijn vrijgesteld aan de kandidaat die het best gerangschikt is volgens de bepalingen vervat in artikel 47.

Art. 69. Iedere bevordering door verhoging tot een graad in de niveaus 2, 3 en 4 die niet afhankelijk is gesteld van het voorafgaand slagen voor een examen wordt toegekend in deze volgorde :

- 1° aan de kandidaat met de beste beoordeling;
- 2° onder personeelsleden die dezelfde beoordeling hebben gekregen of waarvan allen of sommigen van beoordeling zijn vrijgesteld, aan de kandidaat die het best gerangschikt is volgens de bepalingen vervat in artikel 47.

De raad van bestuur kan evenwel op grond van de bekwaamheid en van de beroepsspecialiteit van de kandidaten, op een op zijn verzoek door een college van ambtenaren, titularissen van de rangen 15 en hoger, eensluitend en met redenen omkleed uitgebracht advies, van deze volgorde afwijken ten gunste van een kandidaat van de Dienst waar de bevordering moet worden toegekend.

Onder kandidaten van eenzelfde dienst is de orde van voorrang in dit geval die welke voortvloeit uit de toepassing van het eerste alinea van onderhavig artikel.

II. Voorwaarden van bevordering :

Art. 70. Onverminderd de bepalingen vervat in artikel 62, alsook in de artikelen 64 tot en met 69, moeten de kandidaten om te kunnen bevorderd worden ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen, met in achtneming van de hiernavolgende aanvullende en/of afwijkende eisen met betrekking tot bepaalde graden.

Nochtans, wanneer kandidaten, behorend tot verschillende rangen, mededingen naar eenzelfde bevordering, wordt geen anciënniteit in de huidige graad vereist van hen die wegens een bevordering de vereiste graadanciënniteit verloren hebben.

Art. 71. Tot de graden van rang II kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 10 die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid.

Deelneming aan dit examen is hun ontzegd indien zij niet ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 72. Tot de graden van rang 25 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 24 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 73. Tot de graden van rang 24 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van de rangen 23 of 22 die, in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en ten minste negen jaar anciënniteit hebben in niveau 2.

Art. 74. Tot de graden van rang 23 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 22 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 75. Tot de graden van rang 22 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van de rangen 21 of 20 die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid.

Deelneming aan dit examen is hun ontzegd indien zij ten minste geen twee jaar en zes maanden graadanciënniteit hebben.

Art. 76. Tot de graden van rang 21 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 20 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 77. § 1. Tot de graden van rang 35 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 34, die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

§ 2. Evenwel kunnen tot rang 35 eveneens worden bevorderd de personeelsleden van de rangen 33 of 32, die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en ten minste twaalf jaar anciënniteit hebben in niveau 3. In dat geval wordt aan de personeelsleden van rang 34 geen anciënniteitseis gesteld, wanneer zij in competitie komen met personeelsleden van de rangen 33 en 32.

Art. 78. Tot de graden van rang 34 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van de rangen 33 of 32 die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en ten minste negen jaar anciënniteit hebben in niveau 3.

Art. 79. Tot de graden van rang 33 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 32 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 80. Door bevordering kunnen in de graden van de rang 32 worden benoemd de personeelsleden van rang 31 of 30 die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid.

Deelneming aan dit examen is hun ontzegd indien zij niet ten minste twee jaar en drie maanden graadanciënniteit hebben.

Art. 81. Tot de graden van rang 32 kunnen, door overgang naar het hoger niveau, worden bevorderd de personeelsleden van rang 43 wier bevordering tot een graad van deze rang afhankelijk is gesteld van het slagen voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit alsmede de personeelsleden van rang 44.

Om deze bevordering te verkrijgen moeten de kandidaten vooraf, in hun hoedanigheid geslaagd zijn voor het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid van rang 32 en ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Deelneming aan het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid is hun ontzegd zolang zij in hun hoedanigheid van personeelslid van de Dienst niet geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor werving in rang 30.

Art. 82. Tot de graden van rang 31 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 30 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 83. § 1. De bevordering tot sommige graden van rang 44 is voorbehouden aan de personeelsleden van rang 43 die geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit om bevorderd te worden in hun graad en ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Die bevorderingsgraden worden door de raad van bestuur bepaald.

§ 2. Tot de overige graden van rang 44 kunnen worden bevorderd :

1° de personeelsleden van rang 43 die niet moeten geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit om in hun graad te worden bevorderd;

2° de personeelsleden van rang 42.

Om deze bevordering te verkrijgen moeten de kandidaten vooraf in hun hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en ten minste negen jaar anciënniteit hebben in niveau 4.

Art. 84. § 1. Tot sommige graden van rang 43 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 42, die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en ten minste negen jaar anciënniteit hebben in niveau 4.

Die bevorderingsgraden worden bepaald door de raad van bestuur.

§ 2. Tot de overige graden van rang 43 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 42 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 85. Tot de graden van rang 42 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van de rangen 41 of 40 die in deze hoedanigheid geslaagd zijn voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid.

Deelneming aan dit examen is hun ontzegd zolang zij niet ten minste twee jaar en drie maanden graadanciënniteit hebben.

Art. 86. Tot de graden van rang 41 kunnen worden bevorderd de personeelsleden van rang 40 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 87. Voor de toepassing van artikel 81 worden geacht voor het opgelegd vergelijkend wervingsexamen te zijn geslaagd, de personeelsleden die in dit vergelijkend examen het vereiste minimum aantal punten behalen.

III. Principaalat :

Art. 88. Tot de graad, waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor hij het examen heeft afgelegd, wordt bevorderd het personeelslid dat in zijn niveau voldaan heeft aan een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid en sedert de datum van het proces-verbaal van dat examen ten minste drie jaar graadanciënniteit heeft.

Art. 89. Het personeelslid van niveau 4 dat geslaagd is voor het eerste examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit waaraan het op grond van zijn rang mocht deelnemen, wordt, zodra het ten minste negen jaar anciënniteit telt in dat niveau bevorderd tot de graad waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het het examen heeft afgelegd.

Is het personeelslid echter aangeworven in een graad van de rangen 41 of 40, dan zal het ten minste twaalf jaar anciënniteit moeten tellen in het niveau, wil het bevorderd worden.

De vereiste anciënniteitsduur wordt verhoogd met de tijd verstreken tussen de datum van het proces-verbaal van het eerste examen waaraan het personeelslid mocht deelnemen en de datum van het proces-verbaal van het examen waaraan het werkelijk heeft voldaan.

Art. 90. Het personeelslid dat het principaalat verkrijgt, wordt, zonder dat het zich kandidaat hoeft te stellen, bevorderd door verhoging in de graad waarop het aanspraak kan maken en tewerkgesteld in een vacante betrekking van die graad, in de volgorde van de rangschikking welke voor een dergelijke bevordering van toepassing is.

Het personeelslid mag die bevordering en die tewerkstelling eenmaal weigeren.

Bij latere weigering verliest het, te rekenen van zijn weigering, het voordeel van de bevordering die het op grond van het principaalat heeft verkregen.

IV. Bevordering in een vlakke loopbaan :

Art. 91. § 1. Op voorstel van de raad van bestuur bepaalt de Minister die de Buitenlandse Handel in zijn bevoegdheid heeft, in welke diensten vlakke loopbanen ingesteld worden, alsmede de reeks graden waaruit deze loopbanen bestaan.

§ 2. Onverminderd de overige voorwaarden gesteld voor de bevordering waarop aanspraak wordt gemaakt door een personeelslid uit hoofde van zijn graad een vlakke loopbaan heeft, bekomt het achtereenvolgens de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan zodra het negen jaar graadanciënniteit heeft.

Indien evenwel de bevordering waarop het personeelslid aanspraak maakt afhankelijk is gesteld van het slagen voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid, dan bekomt dit personeelslid in ieder geval die bevordering van zodra het drie jaar graadanciënniteit heeft vanaf de datum van het proces-verbaal van het examen waaraan het voldaan heeft.

V. Verandering van graad :

Art. 92. § 1. De raad van bestuur bepaalt de graden die bij wege van verandering van graad kunnen toegekend worden.

§ 2. Ieder personeelslid dat ten minste zes maanden graadanciënniteit heeft, kan bij verandering van graad benoemd worden in een gelijkwaardige graad, behoudens wanneer hiervoor het bezit van een bepaald diploma of een technische onderlegdheid is vereist; in deze laatste hypothese zal de kandidaat ofwel het nodige diploma moeten kunnen overleggen ofwel slagen voor een technische proef, tenzij een lange uitoefening van de functie het proefondervindelijk bewijs van zijn kunde heeft geleverd, derwijze dat een examen overbodig is. Hierover beslist de raad van bestuur op grond van een omstandig verslag uitgebracht door de directeur-generaal.

§ 3. De verandering van graad wordt toegestaan in de volgorde bepaald in artikel 67.

Overgangsbepalingen

Art. 93. In afwijking van artikel 64 kunnen de personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van dit statuut gerangschikt zijn in de rangen 25, 24, 35 of 34, deelnemen aan de vergelijkende examens voor werving in het hoger niveau.

Art. 94. Tot die graad van rang 22 waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het examen is afgelegd, wordt op grond van het principaalat bevorderd, het personeelslid van de rangen 21 of 20 dat geslaagd is voor het examen van onderbureauchef of voor een hiermede gelijkgesteld examen welk op de datum van de inwerkingtreding van dit statuut ingericht is of waarvan de inrichting wordt uitgevoerd, zodra het drie jaar werkelijke dienst telt.

Die drie jaar worden gerekend vanaf de afsluiting van het proces-verbaal van het examen waarvoor het personeelslid geslaagd is.

Indien het er baat bij vindt, krijgt het personeelslid evenwel die bevordering zodra het negen jaar graadanciënniteit telt.

Art. 95. Tot die graad van bedoelde rang waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het examen is afgelegd, wordt op grond van het principaalat bevorderd, het personeelslid van rang 30 dat geslaagd is voor een examen tot bevordering in een graad van rang 32 dat op de datum van de inwerkingtreding van dit statuut ingericht is of waarvan de inrichting wordt uitgevoerd, zodra het drie jaar werkelijke dienst telt.

Deze drie jaar worden gerekend vanaf de afsluiting van het proces-verbaal van het examen waarvoor het personeelslid geslaagd is.

Indien het er baat bij vindt, krijgt het personeelslid evenwel die bevordering zodra het negen jaar graadanciënniteit telt.

Art. 96. Tot die graad van bedoelde rang waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het examen is afgelegd, wordt op grond van het principaalat bevorderd het personeelslid van de rangen 41 of 40 dat geslaagd is voor een examen tot bevordering in een graad van rang 42 dat op datum van de inwerkingtreding van dit statuut ingericht is of waarvan de inrichting in uitvoering is, zodra het personeelslid drie jaar werkelijke dienst telt.

Deze drie jaar worden gerekend vanaf de afsluiting van het proces-verbaal van het examen waarvoor het personeelslid geslaagd is.

Indien het er baat bij vindt, krijgt het personeelslid evenwel die bevordering zodra het negen jaar graadanciënniteit telt.

Art. 97. § 1. Tot de graad waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het examen is afgelegd, wordt op grond van het principaalat bevorderd het personeelslid van niveau 4, lauraat van een op de datum van de inwerkingtreding van dit statuut afgesloten of nog in uitvoering zijnde bevorderings-examen dat toegang verleent tot een graad van niveau 4 waarvan de toekenning afhankelijk is gesteld van het slagen voor een examen over de beroepsmaturiteit, zodra het personeelslid zeven jaar werkelijke dienst telt.

Deze zeven jaar worden gerekend vanaf de afsluiting van het proces-verbaal van het examen waarvoor het personeelslid geslaagd is.

§ 2. Evenwel, indien het personeelslid op 1 januari 1964 titularis was van een graad die ten minste in rang 42 is ingedeeld, komt het personeelslid in aanmerking voor het voordeel van dit artikel zodra het drie jaar werkelijke dienst telt.

Deze drie jaar worden gerekend vanaf de afsluiting van het proces-verbaal van het examen waarvoor het personeelslid geslaagd is.

§ 3. Indien het er baat bij vindt, krijgt het personeelslid in elk geval de in dit artikel bepaalde bevordering zodra het negen jaar niveauanciënniteit telt.

Deze anciënniteitsvereiste wordt op twaalf jaar gebracht indien het personeelslid aangeworven werd in een graad van de rangen 41 of 40.

Art. 98. In afwijking van artikel 88 wordt het personeelslid dat ten minste negen jaar graadanciënniteit telt en in zijn niveau geslaagd is voor het eerste examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid dat bij de Dienst is ingericht, en indien het er baat bij vindt, op grond van het principaalat bevorderd tot de graad waaraan de laagste weddeschaal is verbonden onder de graden waarvoor het het examen heeft afgelegd.

Art. 99. Artikel 90 is van toepassing op het personeelslid dat in aanmerking komt voor de artikelen 94 tot 98.

Art. 100. In afwijking van de artikelen 66 en 67, 3de lid, zal gedurende twee jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit statuut, de voorrang vastgesteld voor de bevordering tot een graad van de rangen 24 of 34 onder geslaagden voor het examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit, deze zijn welke voortvloeit uit de toepassing van artikel 69.

Art. 101. Het personeelslid, dat geslaagd is voor een vergelijkend wervings- of overgangsexamen, voor een examen tot bevordering in graad of voor verandering van graad ingericht of nog in uitvoering op datum van de inwerkingtreding van dit statuut, behoudt de rechten op benoeming dat het op grond van de goede uitslag van die examens heeft verkregen, onder voorwaarden volgens welke deze rechten hem werden gewaarborgd ten tijde dat zij werden verkregen.

Het betrokken personeelslid is vrijgesteld van de loopbaanexamens die toegang verlenen tot een graad waarop het rechten heeft verkregen.

Art. 102. In afwijking van artikel 66 wordt de bevordering die afhankelijk is gesteld van het voorafgaand slagen voor een examen over de beroepsbekwaamheid of de beroepsmaturiteit bij voorrang toegekend :

1° aan het personeelslid dat geslaagd is voor een bevorderingsexamen in de te begeven graad dat op de datum van de inwerkingtreding van dit statuut ingericht is of waarmee de inrichting in uitvoering is;

2° indien er meer geslaagden in dit geval zijn, aan degene onder hen die het best gerangschikt is volgens de bepalingen vervat in artikel 47.

Indien die geslaagden mededingen met kandidaten die krachtens een beslissing van de raad van bestuur geheel of gedeeltelijk van het hier bedoeld examen zijn vrijgesteld worden de bevorderingen overeenkomstig artikel 67, lid 1, 2 en 4 toegekend. Onder geslaagden voor het examen blijft de voorrang die welke voortvloeit uit het eerste lid van dit artikel.

Art. 103. In afwijking van de artikelen 69 en 92, § 3, krijgt het personeelslid dat geslaagd is voor een examen voor verandering van graad of bevordering in graad dat op datum van de inwerkingtreding van dit statuut ingericht is of waarvan de inrichting in uitvoering is, voorrang op alle andere kandidaten om de benoeming te verkrijgen waarop het rechten heeft verkregen, indien deze benoeming toegang verleent tot een graad waarvan de toekenning niet meer afhankelijk is van het slagen voor een examen over de beroepsbekwaamheid of de beroepsmaturiteit.

Art. 103 bis. Bij afwijking van artikel 64, is van de diplomavorwaarde ontslagen bij het eerste aanwervings-examen in de beide taalrollen voor rekenplichtig opsteller, het personeelslid van de rang 20 alsmede het personeelslid van het niveau 3 dat geslaagd is in het examen voor de rang 20.

Slotbepalingen

Art. 104. De Dienst publiceert jaarlijks een naamlijst van het personeel met vermelding per graad van de wetenschappelijke titels, de leeftijd, de wedde en de rangschikking volgens de bepalingen vervat in artikel 47.

HOOFDSTUK XIV. — *Organisatie van de wervings- en loopbaanexamens*

A. Algemene bepalingen

Art. 105. De raad van bestuur bepaalt het programma alsmede de essentiële inrichtingsmodaliteiten van de wervings- en loopbaanexamens.

Deze essentiële inrichtingsmodaliteiten hebben onder meer betrekking op de inwendige organisatie van de examens, op de manier van quoteren en op de bevoegdheid die van de leden der examencommissies wordt geëist.

Art. 106. De directeur-generaal wijst de leden van de examencommissies aan en stelt het reglement van orde vast betreffende de praktische organisatie van de examens.

Art. 107. Het proces-verbaal van alle examens wordt door de directeur-generaal getekend of goedgekeurd. Dit proces-verbaal stelt de rangschikking vast van de geslaagden.

B. Vergelijkende examens

I. Algemene bepalingen :

Art. 108. De inzet van een vergelijkend examen voor werving in een graad van de niveaus 1, 2, 3 of 4, bestaat uit een aantal benoemingen in die graad welke aan de batig gerangschikte geslaagden van bedoeld vergelijkend examen kunnen verleend worden. Dit aantal stemt overeen met het aantal vaste betrekkingen van de beschouwde graad die vacant worden verklaard.

Art. 109. De directeur-generaal stelt de lijst van de deelnemers vast en roept hen op bij een ter post aangetekende brief.

Art. 110. Na beëindiging van het vergelijkend examen vergewist de directeur-generaal er zich van dat de geslaagden de gestelde vereisten vervullen.

Hij wint het advies van een gezondheidscentrum in nopens de lichamelijke geschiktheid van de kandidaten, vreemden aan de Dienst.

Hij zorgt er voor dat de lijst der geslaagden aan de kandidaten wordt medegedeeld.

Art. 111. De geslaagden, die uitstel van indiensttreding vragen wegens persoonlijke aangelegenheden, verliezen het voordeel van hun rangschikking ingeval aan hun verzoek wordt voldaan.

II. Bepalingen die van toepassing zijn op de vergelijkende examens waarop alleen kandidaten als buitenstaanders inschrijven :

Art. 112. De artikelen 113 en volgende tot en met 117 zijn slechts van toepassing op de vergelijkende examens waarop alleen kandidaten als buitenstaanders inschrijven met inbegrip, eventueel, van de personeelsleden bedoeld in artikel 64, § 2.

Art. 113. Als geslaagden worden verklaard de deelnemers aan het vergelijkend examen die daarvoor het vereiste minimum der punten hebben behaald. Onverminderd de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, worden zij gerangschikt volgens het aantal punten dat zij hebben behaald. Zij worden beschouwd als batig gerangschikt tot zover de inzet reikt van het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn.

Art. 114. Na afsluiting van het proces-verbaal van het vergelijkend examen worden de batig gerangschikte geslaagden die de gestelde vereisten vervullen, in de orde van hun rangschikking benoemd in de graad waarnaar zij hebben medegegongen.

Onverminderd de artikelen 3 *ter* en 64, § 3, worden zij tewerkgesteld in een vaste vacante betrekking van die graad.

Art. 115. De niet batig gerangschikte geslaagden behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn. Indien het gedurende dit tijdperk nodig blijkt benoemingen te doen in de graad waarnaar zij hebben medegegongen, worden die benoemingen hun bij voorrang verleend met inachtneming van de in artikel 114 gestelde regel.

Art. 116. De raad van bestuur kan de toelatingseisen, gesteld in artikel 3, § 1, eerste lid, 5° en 6°, wijzigen. Deze maatregel moet evenwel ter goedkeuring overgelegd worden aan de Minister die de Buitenlandse Handel in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 117. Wanneer het aantal inschrijvingen voor een vergelijkend examen gelijk is aan, of kleiner dan de inzet die voor dit vergelijkend examen is bepaald, kan de raad van bestuur de kandidaten geheel of gedeeltelijk vrijstellen van dat vergelijkend examen.

Deze maatregel moet ter goedkeuring worden overgelegd aan de Minister die de Buitenlandse Handel in zijn bevoegdheid heeft.

Van die mogelijkheid mag alleen gebruik worden gemaakt als de eventuele vrijstelling bekendgemaakt is zoals voorgeschreven in artikel 3 *bis*, § 2, en voor de examengedeelten welke in die bekendmaking zijn vermeld.

III. Bepalingen die van toepassing zijn op andere vergelijkende examens :

Art. 118. De artikelen 119 en volgende tot en met 124 zijn van toepassing op de vergelijkende examens opgelegd voor de benoeming in een graad van de rangen 30, 20 of 10 wanneer, en kandidaten als personeelsleden en kandidaten als buitenstaanders, hieraan deelnemen.

Art. 119. Als geslaagden worden verklaard de deelnemers van het vergelijkend examen die daarvoor het vereiste minimum der punten behalen.

Zij worden beschouwd als batig gerangschikt tot zover de inzet van dit vergelijkend examen reikt.

Art. 120. De geslaagden van eenzelfde vergelijkend examen worden in twee groepen verdeeld.

De eerste groep omvat de geslaagden die als personeelslid aan dit vergelijkend examen hebben deelgenomen. Zij worden in die groep gerangschikt in de orde van hun behaalde punten.

De tweede groep omvat de geslaagden die als buitenstaander aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen met inbegrip van de personeelsleden bedoeld in artikel 62, § 2.

Deze geslaagden worden gerangschikt in de orde van hun behaalde punten, met toepassing, in voorkomend geval, van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947.

Art. 120 *bis*. Bij afwijking van artikel 120 worden de personeelsleden van de Dienst, laureaten van het examen van rekenplichtig opsteller, gerangschikt in één enkele groep. De rangschikking geschiedt volgens de orde van belang van de punten die zij hebben behaald.

Art. 121. § 1. Na afsluiting van het proces-verbaal van een vergelijkend examen worden de batig gerangschikte geslaagden die de gestelde vereisten vervullen, benoemd in de graad waarnaar zij hebben meegegongen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, geldt deze volgorde van de benoemingen :

1° de benoemingen in de te begeven graad worden aan de geslaagden verleend in de orde van de hun eigen rangschikkingsgroep door beurtelings voorrang te verlenen eerst aan de geslaagde van de eerste groep, vervolgens aan een geslaagde van de tweede groep;

2° ongeacht zijn nummer in de rangschikking geeft de kandidaat die tot de tweede groep behoort en die geen recht heeft op een volstrekte prioriteit, op grond van artikel 4, lid 1, van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, zijn voorrang voor benoeming op ten gunste van de kandidaten van de eerste groep die ten minste evenveel punten behaalden in het vergelijkend examen ofschoon zij in hun groep een minder gunstig rangschikkingsnummer hebben dan het zijne;

3° indien één of meer kandidaten van de eerste groep het voordeel van de in 2° bedoelde voorrang van benoeming hebben genoten, worden daarna, zo nodig, de kandidaten benoemd van de tweede groep die aldus worden voorbijgegaan, voor zover deze laatsten meer punten hebben behaald dan de volgende kandidaat van de eerste groep.

Art. 122. Wanneer alle kandidaten van een groep benoemd zijn, wordt het overschot van de inzet toegekend aan de geslaagden van de andere groep.

Art. 123. De niet batig gerangschikte geslaagden behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn.

Indien het gedurende dit tijdperk nodig blijkt benoemingen te doen in de graad waarnaar zij hebben medegegongen, worden die benoemingen, bij voorrang en in de orde van hun rangschikking, verleend aan de niet batig gerangschikte geslaagden van de eerste groep. Bij ontstentenis van dergelijke kandidaten worden de benoemingen verleend in de orde van hun rangschikking, aan de niet batig gerangschikte geslaagden van de tweede groep.

Art. 124. Onverminderd de artikelen 3 *ter* en 64, § 3, worden de geslaagden benoemd in de graad waarnaar zij hebben medegegongen, tewerkgesteld in een vaste betrekking van die graad.

C. Andere loopbaanexamens

Art. 125. De organisatie van de loopbaanexamens is slechts toegelaten met het oog op de benoeming in een in de Dienst bestaande graad.

Art. 126. Het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid heeft ten doel een praktisch onderzoek naar de beroepshoedanigheid en naar de administratieve of technische geschiktheid vereist voor de uitoefening van het ambt waarvan de graad wordt toegekend.

Art. 127. De examens tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid worden voor elke graad waarvan de toekenning aan een dergelijk examen is onderworpen, ten minste om de twee jaar georganiseerd.

Art. 128. Het examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit heeft ten doel een praktisch en grondig onderzoek naar de beroepsbeheersing vereist voor de uitoefening van het ambt waarvan de graad wordt toegekend.

Art. 129. De geslaagden voor de examens tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid en van de beroepsmaturiteit worden gerangschikt volgens het aantal behaalde punten in het afgelegde examens.

HOOFDSTUK XV. — Toestand van de directeur-generaal en van de adjunct-directeurs-generaal

Art. 130. Ongeacht de bepalingen van de artikelen 11 en 12 van de wet van 16 juli 1948 betreffende de benoeming en de statutaire toestand van de directeur-generaal en de adjunct-directeurs-generaal, zijn de bepalingen van onderhavig statuut op hen van toepassing.

Evenwel, in elke aangelegenheid waarin zijn persoon of deze van de twee adjunct-directeurs-generaal betrokken is, wordt de bevoegdheid van de directeur-generaal om voorstellen bij de raad van bestuur voor te leggen en beslissingen te treffen, respectievelijk aan de voorzitter van het directiecomité en aan het directiecomité overgedragen.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij Ons besluit van 15 mei 1949.

KAREL

Vanwege de Regent :

De Minister van Buitenlandse Handel,
MOENS DE FERNIG

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRANGER
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 93 — 598

22 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 août 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Administration générale de la Coopération au Développement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, § 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Administration générale de la Coopération au Développement modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1975, 18 mai 1977, 10 novembre 1982 et 27 mai 1991;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991, dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le 25 mars 1992;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 25 mars 1992;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 août 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Administration générale de la Coopération au Développement, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1975, 18 mai 1977, 10 novembre 1982 et 27 mai 1991 les échelles de traitement des grades ci-après sont modifiées comme suit :

— Administrateur général (R 16)

au 1^{er} novembre 1991, indice 138,01 :

1 849 752 — 2 455 764

11/2 × 55 092

(Cl. 24 a. — N.1 — G.B.)

— Journaliste (R 10)

au 1^{er} novembre 1991, indice 138,01 :

812 022 — 1 247 678

3/1 × 23 732

10/2 × 36 446

(Cl. 24 a. — N.1 — G.B.)

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 93 — 598

22 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1974 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, 2e lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid artikel 4, § 1, 2^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1974 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1975, 18 mei 1977, 10 november 1982 en 27 mei 1991;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 13 juni 1991, waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten, worden vermeld :

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, gegeven op 25 maart 1992;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 25 maart 1992;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1974 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1975, 18 mei 1977, 10 november 1982 en 27 mei 1991 worden de weddeschalen van de hiernavermelde graden als volgt gewijzigd :

— Administrateur-generaal (R 16)

op 1 november 1991, index 138,01 :

1 849 752 — 2 455 764

11/2 × 55 092

(Cl. 24 j. — N.1 — G.B.)

— Journalist (R 10)

op 1 november 1991, index 138,01 :

812 022 — 1 247 678

3/1 × 23 732

10/2 × 36 446

(Cl. 24 j. — N.1 — G.B.)